

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 9 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le neuf décembre à 18 heures 30 minutes, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Guillaume RUET, Maire.

Etaient présents : M. RUET Guillaume - Mme PERSON-PICARD Bénédicte - M. LONCHAMPT Samuel - Mme VICTOR Catherine - Mme BARDIN Isabelle - M. SZLATALA-PALLOT Nicolas - Mme PENAUD Nathalie (*arrivée à 18H47*) - M. DELATTRE André - M. BLUME Pierre - Mme DEFERT Josette - Mme RACAMIER-THOMAS Nathalie - Mme BOURDIER-NOIROT Sylvie - M. VADOT Thierry - M. RECOUVREUX Christophe (*arrivée à 18H51*) - Mme GAUDRY Céline - M. DURANDIN Thierry - Mme ROMAN Yolaine - Mme FEGUIRI Christelle - Mme SCANZI Justine - M. VENTO Romain - Mme HAZHAZ Dénia - M. RICHARD Xavier - M. STURM Yves

Absents excusés et représentés : M. BASSOLEIL Hervé (procuration à M. VENTO Romain) - M. MERGEY Dominique (procuration à M. LONCHAMPT Samuel) - Mme COURBET Bénédicte (procuration à M. DELATTRE André) - Mme WELLENREITER Elisabeth (procuration à Mme VICTOR Catherine) - M. FREGONESE Ludovic (procuration à M. VENTO Romain) - M. BAUDOUIN Ludovic (procuration à Mme ROMAN Yolaine) - Mme DUBOIS Florence (procuration à M. RICHARD Xavier) - M. PAJOT Frédéric (procuration à M. STURM Yves)

Absent excusé : M. CADOUOT Christian

Absent non excusé : M. RACLOT Frédéric

A été nommé secrétaire : M. VENTO Romain

Le Maire, Guillaume RUET, constate que le quorum est atteint et ouvre la séance à 18 H 30.

SOMMAIRE

DISCOURS D'INTRODUCTION DE MONSIEUR LE MAIRE

FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLÉES - DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLÉES - ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL

DÉLIBÉRATIONS

FINANCES

1. Rapport d'orientation budgétaire - Exercice 2026
2. Décision modificative n°2 du budget principal exercice 2025
3. Constitution de provisions pour dépréciation de créances douteuses et reprise sur provisions
4. Autorisation d'engagement des dépenses d'investissement en 2026 antérieurement au vote du budget primitif

RESSOURCES HUMAINES

5. PERSONNEL MUNICIPAL - Aménagement du Temps de Travail - Passage à la semaine de 4,5 jours et ajustement des congés
6. PERSONNEL MUNICIPAL - Modification du tableau des effectifs – Création d'emploi

AFFAIRES GÉNÉRALES ET JURIDIQUES

7. Demande communale de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour sécheresse (retrait de marne) consécutive aux événements climatiques de l'année 2025
8. POLICE MUNICIPALE - Approbation de la convention de mise à disposition ponctuelle des policiers municipaux de Chevigny-Saint-Sauveur et de leurs équipements auprès de la commune de Sennecey-lès-Dijon - Autorisation donnée au maire pour la signer

COMMANDE PUBLIQUE

9. Signature du Contrat Grands Projets Côte d'Or dans le cadre de l'octroi d'une subvention par le Conseil Départemental pour la rénovation thermique et le réaménagement de la mairie

PÔLE VIE AU QUOTIDIEN

ÉDUCATION, SPORTS ET VIE ASSOCIATIVE

10. Subvention accordée à l'association MAGIKFIT - Exercice 2025
11. Reversement de la totalité des recettes récoltées à l'occasion de la soirée rose à la piscine municipale à la Ligue contre le cancer - Exercice 2025

C.C.A.S.

12. Reversement au CCAS du Prix Christian-Myon 2025 obtenu du Département de la Côte-d'Or - Exercice 2025

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

- a) PERSONNEL MUNICIPAL : point sur les départs et les arrivées
- b) CONTENTIEUX VILLE c/ M. STURM : jugement TA de Dijon du 18 novembre 2025
- c) RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL – Date de la prochaine séance

DISCOURS D'INTRODUCTION DE MONSIEUR LE MAIRE

« Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, chers collègues,

C'est le dernier conseil municipal de l'année, celui à la veille des congés de Noël et c'est aussi le dernier débat d'orientation budgétaire de cette mandature.

Comme l'an dernier, ce débat sur les finances communales s'ouvre dans un contexte national extrêmement incertain.

Les Français et particulièrement les élus locaux que nous sommes, assistent à un débat budgétaire au Parlement insensé, tant sur la forme que sur le fond.

La crise budgétaire que notre pays connaît depuis plus d'un an rend extrêmement compliqué les projections financières pour les collectivités territoriales.

Si notre assemblée n'est pas le lieu pour commenter les turpitudes du Parlement, force est tout de même de souligner que c'est dans ce contexte très singulier, particulièrement incertain, que nous allons avoir à débattre ce soir des Orientations budgétaires pour le budget 2026.

Comme l'an dernier, nous adopterons notre budget dès le début d'année, le 27 janvier prochain.

Et pour ce débat d'orientation budgétaire, je vous invite à agir en totale opposition de la méthode de nos Députés, c'est-à-dire ici :

- Avoir des débats et des échanges sereins et posés, basé sur le fond et sur l'intérêt des Chevignois ;*
- Donner un cap clair aux Chevignois et aux agents communaux, en étant résolument au travail et loin des polémiques*
- Avoir avec un budget bien géré avec des dépenses bien maîtrisées et des investissements utiles, qui nous préparent au défi de demain*

En tant qu'élus locaux, nous avons - à l'échelle de Chevigny - tous, une grande responsabilité, celle d'apporter de la stabilité et de la sérénité à nos concitoyens qui n'ont absolument pas besoin que l'on rajoute du chaos au chaos, mais plutôt de la confiance dans l'avenir.

Je n'effleurerais pas davantage le débat que nous aurons tout à l'heure durant lequel je laisserai mon Adjoint en charge des Finances André DELATTRE présenter les grandes orientations budgétaires de notre commune pour 2026 dans quelques minutes.

Je tiens toutefois à saluer le travail accompli par nos agents pour préparer ce DOB, en premier lieu notre Directeur général des services, Alexis JORAM, arrivé il y a tout juste 2 mois, et notre Directrice des Finances, Virginie GRAS et son équipe.

Nous nous prononcerons également sur la mutualisation de notre Police municipale avec Sennecey-lès-Dijon. C'est un moyen efficace de s'entraider entre les communes de Chevigny et de Sennecey, tout en maîtrisant chacune nos dépenses. La sécurité de proximité doit bénéficier à tous, cela a toujours été l'une de mes priorités et cette mutualisation est aussi la reconnaissance de la qualité de nos agents de Police municipale.

Également parmi les délibérations à l'ordre du jour, la signature du Contrat « Grands Projets Côte-d'Or » pour obtenir une subvention départementale pour la rénovation de l'Hôtel de Ville. C'est une véritable « chasse » aux subventions que mène nos services. Ainsi, pour ce projet, plus de 672 000 euros d'aides ont été obtenus, dont 334 000 euros de la part du Département. Cela représente 57,9 % du coût total du projet financé par nos partenaires. Ces travaux de l'Hôtel de Ville touchent à leur fin et permettront l'accueil du public dès le lundi 5 janvier prochain. L'ensemble de nos agents à l'exception du service accueil/état-civil et du CCAS a déjà rejoint ses bureaux.

Enfin, avant d'ouvrir ce conseil, je veux vous parler de trois prix que nous avons reçu durant ce dernier trimestre 2025.

Chevigny a d'abord dépassé les attentes en matière de politique sportive. Jusqu'à présent lauréate de 3 lauriers sur 4 possibles, la Ville de Chevigny a passé un audit de contrôle pour confirmer ou non le maintien de ses 3 lauriers obtenus en 2022. Les attentes ont été dépassées : le jury a accordé finalement 4 lauriers, soit la distinction maximum et ce, pour les 3 prochaines années ! Chevigny-Saint-Sauveur devient ainsi l'une des plus petites villes de France à détenir 4 lauriers.

Ces 4 lauriers démontrent que nous menons un travail de fond sur le sport à Chevigny. Nous menons une politique transversale, mobilisant tous les services et nous permettant de promouvoir le sport pour tous, avec des actions menées dès la petite enfance jusqu'aux seniors dans le cadre de bien vieillir. Nous avons une approche globale, c'est un projet de ville pour encourager la pratique du sport pour tous. Ainsi donc, le sport à Chevigny ne se résume pas seulement à des infrastructures comme le disaient certaines personnes.

Une autre source de fierté est l'obtention, pour la 6^e année consécutive, du Prix départemental Christian-Myon pour la sécurité routière. Cette année, c'est l'action du CCAS en faveur de l'aide à la conduite des seniors qui a été valorisée. Cette démarche s'inscrit pleinement dans notre politique de sécurité routière mais aussi de « Ville Amie des Aînés », d'intégrer les seniors dans toutes nos politiques.

Jamais 2 sans 3, le dernier prix vient couronner des années de travail de nos agents : notre commune est désormais labellisée « 3 fleurs » par le Comité national des villes et villages fleuris.

C'est une qualité de fleurissement, la mise en place d'une vraie démarche paysagère, cohérente et écologique qui est ici reconnue par ce prix connu du grand public.

Ces prix viennent reconnaître des engagements très forts de la part de nos services, un engagement dans la durée, à toujours faire mieux, à se dépasser et montrent que la Mairie de Chevigny, ses agents et ses élus, sont à pied d'œuvre et que ce travail porte ses fruits. Je tiens au nom du Conseil municipal à saluer et à féliciter nos agents pour leur engagement, ils font la fierté de Chevigny et des Chevignois !

Je vous remercie. »

FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLÉES – DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Monsieur Romain VENTO est désigné secrétaire de séance à l'UNANIMITÉ.

FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLÉES – ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL

Le procès-verbal de la séance du 30 septembre 2025 est adopté à l'UNANIMITÉ.

DÉLIBÉRATIONS

18H47 : arrivée de Madame Nathalie PENAUD.

18H51 : arrivée de Monsieur Christophe RECOUVREUX.

FINANCES

1. Rapport d'orientation budgétaire - Exercice 2026

Délibération n° 057-12-2025 – Présentée par Monsieur André DELATTRE

Vu l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 22 « Débat d'orientation budgétaire » du règlement intérieur du conseil municipal ;

Vu la présentation de ce dossier à la commission PÔLE RESSOURCES du 25 novembre 2025,

Considérant ce qui suit :

L'article L.2312-1 du CGCT dispose que « *Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.* »

Le Maire soumet à l'assemblée divers documents reprenant les points financiers principaux des exercices budgétaires précédents, ainsi qu'un aperçu des programmes qui débiteront en 2026. Il présente les orientations générales qui guideront la préparation du budget 2026.

Après cet exposé très technique, il invite l'assemblée à débattre et à formuler toutes les observations qu'elle juge utiles sur les orientations financières de l'exercice 2026.

Le Conseil municipal **PREND ACTE** de la communication du rapport budgétaire et financier servant de base au débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2026, et **PREND ACTE** de la tenue du débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2026.

Intervention liminaire de Monsieur André DELATTRE : (texte transmis)

« Merci Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

Comme vous le savez, le DOB a pour but de renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein de l'assemblée délibérante sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité. Il améliore l'information transmise à l'assemblée délibérante. Il donne également aux élus la possibilité de s'exprimer sur la situation financière de leur collectivité.

Le document présente le contexte économique national et international, en soulignant la dégradation des finances publiques et la contribution attendue des collectivités pour redresser la situation.

*Pour ceux que je risque de perdre avec des termes qu'ils penseront pompeux, le **lexique** fournit les définitions spécifiques des termes techniques utilisés tout au long du document.*

1. Les éléments de contexte économique et financier

Concernant le contexte national et international :

Le budget 2026 s'inscrit dans un contexte de forte dégradation des finances publiques françaises, notamment avec une augmentation sans précédent de la dette nationale.

Endettée à 114 % du PIB, la France est la troisième plus endettée de l'Union européenne.

Le Premier Ministre a présenté un plan pour rééquilibrer les comptes publics, visant 43,8 milliards d'euros d'économies en 2026, avec une contribution des collectivités territoriales « affichée » à 5,3 milliards d'euros. (« affichée » car dans les faits, c'est probablement plus si on tient compte du gel de certains reversements de fiscalité - TVA notamment).

Concernant le projet de loi de finances pour 2026 :

Le projet de budget est soumis au Parlement dans un contexte politique incertain, avec des délais réglementaires stricts.

La procédure législative prévoit un débat de 70 jours, avec examen et validation par le Conseil constitutionnel avant publication.

Le contexte politique et les échéances législatives peuvent impacter la consolidation du budget de la collectivité.

Le projet de loi de finances pour 2026 inclut un effort de rééquilibrage avec des mesures de SUR contribution des collectivités à hauteur de 6 milliards d'euro, soit 204% des recettes.

Les communes portent 44% de la contribution globale prévue au PLF 2026.

Le projet de loi de finances 2026 en 6 mesures

Mesure n°1 - Le « DILICO 2 » : Chevigny pourrait ne pas y échapper cette fois...

Selon nos prévisions et en l'état actuel des textes, pour Chevigny, la contribution au DILICO 2 pourrait être de 100 à 180 000 € sur 2026 (Les sénateurs cherchent à supprimer cette disposition).

Mesure n°2 - La baisse de la compensation de foncier bâti liée aux locaux industriels (En 2022, l'Etat a souhaité diminuer la fiscalité sur les établissements industriels en diminuant de moitié leurs bases d'imposition. Cette mesure avait été compensée pour les collectivités).

Sur la base de la compensation perçue au titre de 2025 (1 256 277 €), la perte de compensation est évaluée à environ 314 000 €.

Mesure n°3 - Fin du FCTVA sur certaines dépenses de fonctionnement (RAS sur le FCTVA en investissement. Cette mesure avait déjà été prévue dans le PLF 2025 mais supprimée dans la LF 2025).

En 2025, le montant de cette recette de fonctionnement était d'environ 10 000 €.

Mesure n°4 - Nouveau report de l'intégration de la révision des valeurs locatives des locaux depuis 1970 (une réforme compliquée à mettre en œuvre, reportée tous les ans).

Mesure n°5 - « Gel » de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) ?

Le gel de la DGF signifierait une baisse de nos recettes compte tenu de sa non-indexation sur l'inflation.

Je rappelle qu'entre 2019 et 2025, la Ville a enregistré une perte cumulée de DGF de 187 800 € : -223 500 € de dotation forfaitaire, + 34 300 € de DSU, + 1 200 € de DNP.

Mesure n°6 - Le Fonds d'Investissement pour les Territoires (FIT) qui pourrait voir sa gestion confiée aux préfets de départements. (Le FIT regrouperait plusieurs dotations bien connues dont la DETR).

Mesure n°7 - Baisse des crédits du fonds vert de 500 M€.

Pour les autres dispositions :

La montée en puissance de la contribution à la CNRACL...

Le décret met en œuvre une hausse de trois points par an pendant quatre ans de la cotisation employeurs à la CNRACL, qui passera ainsi de 31,65% en 2024 à 43,65 % en 2028. Cette disposition impacte automatiquement la hausse de notre masse salariale.

Pour les données budgétaires et financières

Concernant le calendrier budgétaire :

Comme en 2025, le budget primitif (BP) sera voté en janvier et il sera présenté sans la reprise des résultats de l'année 2025.

Ces résultats ne constituent qu'une tendance car évalués sur la base de 11 mois.

Vous aurez donc droit à un budget supplémentaire avant la fin du 1er semestre 2026.

Quelques données comparatives :

Chevigny, en 2024, c'est la plus basse en dépense de fonctionnement avec 1038€/hab. et en dépense de personnel avec 617€/hab.

Nous sommes également les plus bas en recette de fonctionnement avec 1165€/hab. et en impôt locaux 756€/hab.

Les résultats financiers prévisionnels 2025 :

L'augmentation de l'endettement entre 2024 et 2025 résulte des besoins de financement identifiés dans le cadre du programme de financement de l'Ecole maternelle et élémentaire de Buisson Rond.

La capacité de désendettement est de 6,7 ans (inférieure au seuil d'alerte de 12 ans).

Les orientations pour 2026 :

Les objectifs poursuivis sont :

- Assurer l'efficacité et l'efficacité des services publics dans un contexte financier de plus en plus contraint ;
- Maintenir une épargne brute conforme aux ratios de santé financière et constituant un levier les investissements ;
- Poursuivre les investissements prévus sur le mandat ;
- Etablir une projection d'endettement de la collectivité et rester en dessous du seuil d'alerte.

Les recettes de fonctionnement :

- La fiscalité locale : Taxes foncières (7.037,7 k€), taxe additionnelle aux droits de mutation (250 k€), l'accise sur l'électricité (200 k€) et la Taxe Locale sur les Publicités Extérieures (80 k€) ;
- Les impôts et taxes (14 %) : Attribution de compensation (996.192 €) et Dotation de Solidarité Communautaire (708.326 €) ;
- Les dotations : la dotation forfaitaire (350 k€) et la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (210 k€) ;
- Les subventions majoritairement versées par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) dans le cadre de la Convention Territoire Globale (CTG) (531,1 k€) ;
- Les produits des services (1.006,4 k€) ;
- Les loyers (110 k€) ;
- Le FCTVA (10 k€) sous réserve qu'il ne soit pas supprimé avec le PLF 2026...

Les dépenses de fonctionnement :

- Les charges à caractère général (chapitre 011) représentent les dépenses relatives à l'entretien des terrains, des biens meubles et immeubles, des réparations, des locations, des fluides, carburants, alimentation, assurances, impôts et prestations de services nécessaires au bon fonctionnement du service public. Elles évoluent faiblement sur la période grâce à la maîtrise des dépenses de fonctionnement (3 837 k€) ;
- Une masse salariale (7 260 k€) en hausse en raison des décisions humaines mise en œuvre afin d'améliorer le statut des agents (promotion interne, protection sociale, formation...) et suite à la reprise en régie de l'ALSH Ez Allouères (quid du ménage actuellement sous-traité à deux prestataires de services) ;
- Un maintien global du subventionnement aux associations et aux écoles (510,4 k€) ainsi que le montant de la subvention allouée au CCAS (281 k€) ;
- Des charges financières (intérêts de la dette) à hauteur de 232 k€.

La continuité des projets structurants :

- Rénovation de l'école du Buisson Rond ;
- Accueil Mairie ;
- Relamping / Plan LEDS ;
- Vestiaires MAS.

A cela s'ajoute les investissements récurrents de la Ville :

- Voirie communale : 300 000 € ;
- L'entretien des bâtiments : 130 000 € ;
- Le parc automobile : 60 000 € ;
- Les projets ponctuels : 300 000 €.

Nous sommes également dans l'attente de 2.965.017,4200€ de subventions.

Je tiens à remercier les services ainsi qu'Alexis Joram (DGS) pour l'élaboration de ce rapport. »

Intervention de Madame Dénia HAZHAZ : (texte transmis)

« Monsieur le Maire, Chers collègues,

Comme à l'accoutumée je commencerai mon propos en soulignant la qualité et la clarté du document présenté.

Un document qui se veut très pédagogique, ce qui est très bien, à l'instar de la page 23, qui nous rappelle que les résultats présentés ici ne sont qu'une tendance.

Cela dit, une tendance de 11 mois sur 12 cela reste tout de même une photographie assez nette.

Par ailleurs, j'ai beaucoup apprécié la dernière partie concernant le lexique, très bien fait, et j'y suis particulièrement sensible puisque le lexique constitue une des priorités des nouveaux programmes en français à l'école élémentaire, donc je suis ravie sur la forme. Mais sur la forme uniquement.

Ce Rapport d'Orientations budgétaires qui nous est présenté ici devrait avoir une saveur particulière parce que c'est le dernier du mandat. Or, à mon grand regret, Monsieur le Maire, il est aussi fade que les 5 autres.

Avec des incontournables au menu : dépenses de fonctionnement et dépenses de personnel inférieures aux communes métropolitaines de la même strate. Ce qui est une satisfaction pour vous et une hérésie pour moi.

Alors je vous rassure, je ne vais pas répéter pour la 5^e fois les remarques que je vous réitère tous les ans à savoir que la politique que vous menez est cantonnée à une politique de construction, une politique du visible sans les politiques publiques d'accompagnement qui elles ne sont pas tangibles mais qui restent pour autant incontournables pour améliorer le quotidien de nos concitoyens.

Vous n'avez pas évolué dans vos pratiques, dans votre vision, vous n'avez pas changé de recette. Toutefois, je dois avouer que vous avez écouté quelques-uns de mes conseils et avez revisité votre carte avec notamment des investissements en hausse que ce soit pour l'année 2025 ou pour l'année 2026.

Pour autant, malgré ces petites mignardises à quelques millions d'euros, je suis loin d'être repue. En effet, le menu que vous nous proposez est loin de satisfaire mon appétit, mon envie d'une ville écologique, dynamique et solidaire et je reste une nouvelle fois, une 5^e fois, sur ma faim. »

Intervention de Monsieur Yves STURM : (texte transmis)

*« Monsieur le Maire,
Chers collègues,*

Nous devons à nouveau échanger dans un contexte national politique et financier difficile et dans un contexte international compliqué des orientations futures de notre collectivité.

Heureusement la croissance française résiste malgré l'incertitude politique et l'inflation est une des plus faibles de la zone euro.

Il n'en demeure pas moins que les mesures qui seront prises par l'État afin de réduire la dette du pays, auront probablement des conséquences sur le budget communal et cela ne favorise pas la visibilité et la projection pour les années futures.

Le document élaboré par les services notamment la direction financière qui nous est présenté ce soir, est clair, agréable à lire et synthétique. Il nous fournit une information éclairée de la situation financière actuelle et prospective de la commune.

La situation financière de la commune est bonne :

- les dépenses de fonctionnement 1038€/habitant sont très inférieures à celles de la moyenne des communes de 10 à 20000 habitants qui est de 1363 €. A noter des charges en personnel de 617 €/habitant pour une moyenne de 744 €,*
- une épargne nette sensible de 78€/habitant,*
- une capacité de désendettement à 6,5 ans, témoin d'une bonne solvabilité, même si elle est un peu en hausse. Cette augmentation est liée aux investissements importants et nécessaires notamment les travaux de réhabilitation de l'école Buisson Rond,*

et ce malgré

- des recettes de fonctionnement de 1165€/habitant inférieures à la moyenne des communes de la strate 10-20000.

Pour 2026 le gel probable de la DGF, la faible revalorisation de la base des valeurs locatives voisine de 1 % (contrairement aux années passées 1,7 en 25 3,9 en 24 7,1 en 23 et 3,4 en 22) ou encore le dispositif de lissage des recettes fiscales des collectivités territoriales (DILICO) impacteront nos recettes de fonctionnement. De même la hausse de 12 % sur 4 ans des cotisations de retraite des agents affiliés à la CNRACL entraînera une hausse des dépenses de fonctionnement en personnel.

Les gros investissements proposés pour 2026 concernent la poursuite de la feuille de route transition énergétique avec l'école Buisson Rond la Mairie et la mise en conformité des vestiaires du foot qui profitera à 460 licenciés. Ils font sens aux investissements qui me semblent prioritaires.

Pour les années suivantes il faudra être néanmoins prudent dans les grands projets car comme dans une approche prospective 2026-2032 fournie par les services financiers, un effet ciseau n'est pas impossible.

Je vous remercie pour votre écoute et vous souhaite de passer d'agréables fêtes de fin d'année. »

Intervention de Monsieur Xavier RICHARD : (texte transmis)

« Monsieur le Maire, chers collègues,

Ce rapport est très clair.

Contrairement à ce que vous auriez pu penser, je suis plutôt en accord avec les orientations budgétaires présentées. Lorsque les choses présentées nous paraissent bonnes, nous les prenons. Nous pourrions toujours ergoter sur les services manquants ainsi que ce que nous pourrions faire de plus.

Cependant, je partage les projets d'investissements proposés. Nous aurons un débat certainement plus approfondi lors du vote du budget primitif.

Aujourd'hui, le contexte est bien plus difficile aussi bien sur les plans économiques, sociaux et politiques et je crains que cela ne perdure. Aussi, les orientations budgétaires sont faites dans un contexte de contrainte budgétaire inédit et il faut aussi en être conscient et ne pas être arque-bouté sur des positions. Et nous pensons que ces orientations budgétaires sont optimisées dans ce contexte.

Si nous prenons un peu de hauteur, nous voyons que l'effet ciseau va arriver et qu'il va falloir avec des contraintes de plus en plus fortes d'autant plus que de nombreux projets importants seront nécessaires : rénovation polygone, quid du château de l'afpa, rénovation des groupes scolaires restant et continuer la transition énergétique engagée.

Nous avons déjà abordé ces questions en commission du pôle ressources mais il faudra certainement composer ces projets avec des volumes de subventions bien moindres par rapport à ce que nous avons connu.

Alors se posera la question des recettes pour financer ces projets et certainement être innovant pour les années futures...

Je vous remercie. »

Intervention de Monsieur le Maire :

Ce document ROB fixe un cadre mais il ne dit pas tout, notamment sur les politiques qui relèvent de notre fonctionnement.

Je vais laisser les adjoints détailler un peu plus nos actions.

Intervention de Madame Bénédicte PERSON-PICARD : (texte transmis)

« Quelques mots sur les affaires scolaires, péri et extrascolaires.

Suite à la fin du contrat de DSP avec les PEP, nous avons repris en régie dès janvier 2025 l'accueil de loisirs. Cela se passe bien, nous avons de bons retours des parents et surtout des enfants et nous allons continuer d'améliorer ce service.

A l'été, nos services ont œuvré d'arrache-pied pour préparer la rentrée dans la nouvelle école maternelle Buisson-Rond. Ces nouveaux locaux améliorent bien sûr l'efficacité énergétique mais aussi et surtout le confort de ses occupants, enfants comme adultes. La rentrée des élèves de l'élémentaire est à ce jour prévue en septembre 2026.

Mais en plus de rénover les groupes scolaires, la ville va continuer d'agir en 2026 auprès des écoliers bien au-delà de ses obligations, notamment en matière de sport (3 éducateurs sportifs, le savoir rouler, le savoir nager avec minimum 16 séances de piscine pour toutes les classes de la GS au CM2 ainsi que la semaine MASSEE, ce qui permet à quasi 100 % des enfants de savoir nager à l'entrée en 6^{ème}), en matière de culture (3 séances par an à la médiathèque, des interventions musicales effectuées par Noémie SUSS employée à temps complet par la ville, en matière de prévention (contre le harcèlement, sensibilisation aux dangers d'internet, initiation aux gestes premiers secours, prévention routière, sensibilisation à l'utilisation des écrans, à l'alimentation) en matière d'environnement et en matière de citoyenneté avec le CME et le passeport du civisme qui est un réel succès.

N'oublions pas les clubs coup de pouce, les boîtes aux lettres papillons où les enfants peuvent déposer leurs « maux » qu'ils ne peuvent pas exprimer oralement ainsi que la rédaction du nouveau PEDT (plan éducatif de territoire) pour une durée de 5 ans avec 4 axes thématiques et un axe transversal qui sont :

Axe 1 : Favoriser l'épanouissement individuel et collectif de l'enfant et du jeune

Axe 2 : Soutenir la réussite éducative pour tout le monde

Axe 3 : Permettre la cohérence éducative

Axe 4 : Permettre à l'enfant de devenir le citoyen de demain

Axe transversal : la parentalité = valoriser et soutenir les habiletés parentales

Je noterai aussi l'accompagnement financier de la ville auprès des écoles et des enfants, de par les diverses subventions aux écoles, les activités sur le périscolaire, le sport vacances, la tête et les jambes, et le club jeunesse.

Dans ce contexte budgétaire tendu et difficile, je pense que nous pouvons collectivement saluer l'énergie déployée par nos agents pour réaliser l'ensemble de cette politique. »

Intervention de Madame Isabelle BARDIN : (texte transmis)

« Un programme d'actions riches et varié est déjà en place en direction du soutien à la parentalité et nous tenons à le maintenir : conférence, ateliers parents/enfants (17 ateliers), ateliers grands-parents /petits enfants (6 ateliers en partenariat avec le conseiller numérique).

Il y a déjà beaucoup et nous devons continuer à mettre en place des activités à destination des enfants du multi-accueil et des assistantes maternelles (partenariat avec la médiathèque, service des sports, musicienne...).

D'ailleurs l'agrément du RPE a été renouvelé cette année : gage de qualité du travail de nos agents.

Nous devons maintenir notre service d'informations à destination des jeunes Chevignois : RDV de l'info, chercher son stage de 3eme et seconde, nos cafés parents en partenariat avec le collège et le lycée, sessions PSC1 et BAFA (en partenariat avec le CCAS, semaine de préparation aux examens et bien d'autres encore.

Une démarche importante a été lancée à la maison de l'enfance et nous souhaitons continuer cette démarche qui est de limiter les expositions aux perturbateurs endocriniens et c'est important.

Comme vous le savez, certains polluants présents dans notre environnement peuvent modifier notre système hormonal et c'est invisible. Réduire l'exposition à ces substances (déjà beaucoup de choses mise en place : changement des contenants et de la vaisselle, changement des couches...) en direction des tous petits, c'est prendre soin des générations futurs mais aussi sensibiliser les familles.

Et tout cela fait partie de notre projet pour les Chevignois.

La Maison de l'enfance s'est vue dotée cette année de 2 abris(extérieur) à poussettes : un côté RPE et un côté Multi-accueil. Le Relamping est terminé.

Un nouveau mobilier a été installé au RPE pour accueillir dans de meilleures conditions les parents, les enfants et les professionnelles au RPE. »

Intervention de Monsieur Nicolas SZLATALA-PALLOT : (texte transmis)

« Au titre de ma délégation aux services techniques, aux espaces verts et naturels, voici un récapitulatif des projets et actions réalisés en 2025 et de ceux à venir en 2026 :

En 2025 :

- Campagne de lutte contre les dépôts sauvages (pollueur = payeur) : en associant les services communication et la police municipale, cette action a permis de limiter fortement les dépôts sauvages sur la commune.
- Défi 1000 arbres : ce défi, de prime abord très ambitieux, nous a permis de repenser notre façon de planter. Il est désormais porté à 3000 arbres et plus de 1000 enfants participants. Un véritable succès qui nous a permis d'obtenir le prix de l'arbre en 2024.
- Obtention de la 3^{ème} fleur.
- Création d'un skate-park.
- Plantation entrée de ville côté Quetigny et autour de la piste cyclable.
- Installation d'une cuve de récupération des eaux de la piscine pour arrosage des espaces verts. La ville est autonome en besoin d'eau pour ses arrosages.
- 2 nouveaux transformateurs ont été fait en partenariat avec des entreprises locales : Alpla et Benvic.
- Livraison de l'école maternelle Buisson Rond.
- Rénovation de l'accueil de la mairie avec finalisation début janvier 2026.
- Relamping LED (Ogive, CTM et Maison de l'Enfance).

En 2026 :

- Aménagement de la place au centre-ville avec une meilleure intégration paysagère et la possibilité de planter des petits arbres.
- Finalisation de la forêt bio-diverse vers le Lidl.
- Travaux de l'école primaire Buisson Rond (livraison septembre 2026).
- MAS de football à la Saussaie vestiaires à refaire à neuf : intervention mi-mai et 6 mois de travaux.
- Relamping LED (Coubertin, gymnase des Iris, restaurant Buisson Rond).

Je vous remercie. »

Intervention de Madame Nathalie PENAUD : (texte transmis)

« La politique culturelle de notre commune s'est structurée autour de cinq axes majeurs, qui irriguent aujourd'hui toute notre programmation.

- Nous faisons le choix de favoriser l'accès à la culture dès le plus jeune âge : chaque enfant scolarisé à Chevigny bénéficie d'actions culturelles régulières, qu'il s'agisse d'éducation musicale, d'animations à la médiathèque ou de spectacles adaptés.
- De plus, cette attention portée à la jeunesse s'accompagne d'une volonté de créer du lien entre les générations, à travers des ateliers partagés, des projets participatifs comme la Fête du jeu ou la Fête de la musique, et des actions spécifiques pour les publics éloignés.
- La médiathèque Lucien-Brenot s'est affirmée comme un véritable lieu de vie : elle accueille des expositions, des ateliers numériques, des rencontres d'auteurs, et propose des espaces d'échange et de découverte pour tous. Sa fréquentation est en hausse, reflet de son rôle central dans la vie locale.
- Notre programmation se distingue par sa diversité et son ouverture : concerts, théâtre, expositions, festivals, rencontres littéraires, événements participatifs... Il y en a pour tous les goûts à Chevigny ! Nous avons su valoriser les talents locaux, soutenir les pratiques amateurs, tout en accueillant des artistes professionnels et en ouvrant la culture sur l'espace public.
- Enfin, la modernisation de nos outils de communication a permis de toucher un public plus large : nouveau site internet, réseaux sociaux, newsletter culturelle, affiches et brochures renouvelées, mais aussi un travail avec un groupe témoin d'habitants pour ajuster nos messages et formats.

Pour les années à venir, notre ambition est de consolider ces acquis tout en poursuivant l'innovation et l'ouverture. Nous continuerons à proposer des temps forts fédérateurs : festivals, concerts, Nuit de la lecture, Printemps des poètes,

expositions thématiques sur des sujets de société, pour faire vivre la culture au cœur de la ville et rassembler tous les publics.

La médiathèque Lucien-Brenot poursuivra son développement comme carrefour culturel et citoyen : de nouveaux ateliers, des animations intergénérationnelles, et des partenariats renforcés avec les écoles, les associations et les acteurs du territoire.

En 2026, la médiathèque organisera une semaine dédiée aux droits des femmes, illustrant une nouvelle fois notre engagement en faveur de l'égalité et de la citoyenneté.

En partenariat avec des acteurs locaux tels que l'Espace Solidarité Côte d'Or, le Planning Familial, cette initiative proposera des tables rondes, des ateliers, des ciné-débats, des rencontres associatives et des temps forts ouverts à tous les publics.

Cet événement témoignera de la volonté de la commune de promouvoir l'égalité, le dialogue et l'ouverture.

Toujours en 2026, la médiathèque accueillera également un cycle de conférences et d'éducation à l'information, animé notamment par un journaliste local, afin de sensibiliser les habitants aux enjeux de l'information et des médias.

Nous poursuivrons également nos actions pour ouvrir la culture à tous.

Notre ambition reste la même : faire de la culture un levier d'épanouissement, de cohésion et d'attractivité pour Chevigny-Saint-Sauveur, en veillant à la qualité, à la diversité et à l'accessibilité de notre offre. »

Intervention de Monsieur Samuel LONCHAMPT : (texte transmis)

« Monsieur maire, chers collègues,

Je souhaite dire un mot sur ma délégation sport et vie associative en 2025.

Comme l'a dit M. le Maire dans son propos d'ouverture, nous faisons désormais partie du cercle fermé des 48 villes labellisées Ville active et sportive 4 lauriers. Qui est plus est, Chevigny est une des plus petites communes à atteindre ce niveau parmi les villes 4 lauriers.

En ce qui nous concerne, nous restons humbles face à ce trophée, mais c'est bel et bien une reconnaissance de notre politique sportive et surtout, la transversalité de celle-ci. Ainsi, ceux qui résument notre politique sportive à uniquement des infrastructures sportives connaissent vraiment ce qui est déployé pour le sport à Chevigny.

Je profite de cette prise de parole pour rappeler que le soutien financier aux associations par les subventions est constant depuis plusieurs années.

Nous aidons aussi les familles avec l'aide du CCAS à la culture et à la pratique d'un sport, qui a même été augmenté et élargie cette année, contrairement à d'autres organismes qui ont raboté ces aides.

Permettez-moi, en guise de conclusion, de remercier les agents du service sports et vie associative ainsi que tous les bénévoles qui permettent à chaque manifestation d'être un succès. Chevigny est ainsi une ville active, sportive et dynamique ! »

Intervention de Madame Catherine VICTOR : (texte transmis)

« Monsieur le Maire, chers collègues,

J'ai la responsabilité d'une délégation très riche. Je me concentrerai sur deux grandes actions que j'ai menée en 2025.

Les seniors et la solidarité, qui sont mon cœur d'activité, m'ont conduite, naturellement, vers un dossier très important qu'est celui de Ville Amie des Aînés.

Vous le savez, la ville a adhéré au dispositif VADA fin 2022 et 2023 a vu le démarrage de ce projet.

Cette démarche a pour but d'anticiper les problèmes liés au vieillissement de la population chevignoise.

Avec le CCAS, les élus, les services et les bénévoles nous avons mis en place des actions spéciales pour :

- renforcer le lien social*
- améliorer les offres de services*

- développer la construction de logements adaptés aux seniors
- mettre l'accent sur la mobilité
- développer encore le programme de bénévolat pour soutenir les seniors isolés
- etc

Notre engagement pour le bien vieillir nous a amené, en cette fin d'année 2025, à présenter notre dossier au comité VADA pour être labellisé. Nous aurons les résultats de l'audit au cours du 1^{er} trimestre 2026.

La mémoire est l'autre sujet phare de ma délégation.

Faire revenir les Chevignois autour de leur Monument aux Morts n'a pas été facile mais en développant le devoir de mémoire et en donnant du lustre et de la grandeur aux cérémonies patriotiques la population, par le bouche à oreille, s'est à nouveau rassemblée pour se souvenir de ceux qui ont donné leur vie pour que nous vivions libres.

De grands moments rassembleurs ont été organisés notamment à l'occasion du 14 juillet pour la Fête Nationale avec chaque année un thème différent et des mises à l'honneur pour les soignants en sortie de COVID, les forces de sécurité, les associations, les bénévoles avec défilé suivi d'une cérémonie du souvenir et de grands pique-niques républicains qui ont enchanté le public

Un événement particulier et peu banal : la reconstitution historique en septembre « War Memories » avec l'installation d'un camp Américain au Parc de la Saussaie. A cette occasion, notre ville a eu l'honneur d'accueillir une diplomate américaine Mme Molly MAYFIELD BARBEE, Consule des Etats-Unis à Lyon.

Encore une année très riche en événements pour les chevignaises et les chevignois et je suis bien loin de vous avoir exposé l'ensemble des actions que j'ai menées dans mes différentes délégations, en partenariat avec les services municipaux, mais plus particulièrement avec le CCAS que je souhaite remercier, notamment sa directrice.

Je vous remercie. »

Intervention de Monsieur André DELATTRE :

« Après ce qui a été dit par mes collègues, j'ajouterai que nous travaillons pour tous les chevignois :
Le chéquier réduc qui promeut les commerces,
Le salon de l'habitat qui met en lumière le savoir-faire de nos entreprises,
La journée de l'environnement qui met en avant le travail des associations au-delà de ses adhérents,
Le Développement durable, c'est aussi tous les projets de la ville sont réfléchis décret tertiaire,
2026 sera dans la continuité avec la mise en place de l'Agenda 2030.

Maintenant, pour répondre à vos interventions.

J'avoue ma surprise mais je dirai juste Merci M. STURM, Merci M. RICHARD.

Mme HAZHAZ, vous ne le dites pas... mais vous le dites quand même un peu.
Si nous voulons faire plus ou juste compenser les baisses de dotations, nous n'avons pas d'autre d'autres leviers que de réduire les dépenses, d'augmenter le coût des services ou des impôts. Quels seraient vos choix ? »

Intervention de Monsieur le Maire :

Je tiens à remercier les services et le DGS car le document est d'une grande qualité. Il permet de bien connaître les enjeux financiers et la situation budgétaire de la Ville.

Je tiens également à remercier Madame HAZHAZ ainsi que Messieurs RICHARD et STURM pour la tonalité des débats et leurs interventions respectives.

Les projets d'investissements en faveur de la rénovation du MAS de football et du Polygone sont de beaux projets.

Concernant le site de l'Afpa, il faudra s'y pencher qu'on soit d'accord ou non.

Madame HAZHAZ, on est en désaccord depuis toujours sur les charges de personnel.

Concernant la gestion du personnel, on s'est organisé dans les services, par exemple en dématérialisant la chaîne comptable. On a également étoffé les services avec le recrutement d'un conseiller numérique, d'une chargée de mission développement durable. Je vois aujourd'hui la qualité du résultat de nos services. On fait beaucoup avec peu. Parfois, dans certaines collectivités, le nombre important de personnel cache une mauvaise organisation.

Ensuite, au niveau des investissements, pour ce qui concerne l'école Buisson Rond, il y a un ajustement de planning par les architectes à septembre 2026. Donc, cela a un impact en trésorerie alors on doit faire le nécessaire au plus vite. D'autres collectivités font le choix de reporter leurs investissements. L'an prochain, on sera en pleine crise économique, tous les indicateurs le disent. C'est donc le moment d'investir.

Il faut lancer le projet de rénovation du MAS de football maintenant car cette installation en a bien besoin. Il s'agit d'un club de football familial, qui n'est pas élitiste, donc il faut leur offrir des conditions dignes de ce nom. C'est un choix très fort.

Je tiens à remercier mes collègues élus.

Le rapport est suffisamment riche et bien présenté.

On en fait beaucoup dans tous les domaines : sport, vie associative, seniors, etc.

Madame HAZHAZ, je ne vais pas changer de recette car elle fonctionne.

La reprise en régie en 2025 du centre de loisirs Ez Allouères s'est faite en 15 jours et aujourd'hui le bilan est positif

Aujourd'hui, on a la chance d'avoir un service ressources humaines, un service des marchés, un service des affaires scolaires et périscolaires qui tournent bien.

Pour terminer, je remercie chacun pour la tonalité des débats. On se donne rendez-vous le 27 janvier 2026 pour le vote du budget primitif. Il y a un cap donc cela rassure les services municipaux, on sait où on va.

2. Décision modificative n°2 du budget principal exercice 2025

Délibération n° 058-12-2025 – Présentée par Monsieur André DELATTRE

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération municipale n°003-01-2025 du 28 janvier 2025 adoptant le budget primitif pour 2025.

Vu la présentation de ce dossier à la commission PÔLE RESSOURCES du 25 novembre 2025,

Considérant ce qui suit :

Il est nécessaire d'apporter des modifications aux montants de crédits ouverts pour les chapitres concernés, et ce tout en respectant les équilibres du budget.

Il est ainsi exposé les mouvements afférents au projet de décision modificative :

DEPENSES FONCTIONNEMENT				RECETTES FONCTIONNEMENT			
CHAP.	ART.	LIBELLE	MONTANT	CHAP.	ART.	LIBELLE	MONTANT
012	64138	Primes et autres indemnités	20 000,00 €	78	7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants	2 300,00 €
042	6811	Dot. Amort. Immos incorporelles et corporelles	100 000,00 €	-	-	-	- €
TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT			120 000,00 €	TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT			2 300,00 €

DEPENSES INVESTISSEMENT				RECETTES INVESTISSEMENT			
CHAP.	ART.	LIBELLE	MONTANT	CHAP.	ART.	LIBELLE	MONTANT
-	-	-	- €	040	281838	Autre matériel informatique	100 000,00 €
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT			- €	TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT			100 000,00 €

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré par 26 voix pour et 5 abstentions (Mme HAZHAZ Dénia - M. RICHARD Xavier - M. STURM Yves - Mme DUBOIS Florence par procuration à M. RICHARD Xavier - M. PAJOT Frédéric par procuration à M. STURM Yves) :

-DÉCIDE de procéder aux modifications dont le détail est porté sur les tableaux ci-dessus,

-ADOpte le projet de décision modificative n°2 pour l'exercice 2025 pour le budget principal telle que présentée,

-AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document ou acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

Intervention liminaire de Monsieur André DELATTRE : (texte transmis)

« Je vous présente la dernière décision modificative de l'année pour le budget 2025.

Je tiens à féliciter les services pour la qualité de leur travail et notamment le service financier.

Il donc est nécessaire d'apporter des modifications aux montants de crédits ouverts pour les chapitres concernés, et ce tout en respectant les équilibres du budget :

En Section de Fonctionnement :

- **Pour les recettes,**
 - *Au chapitre 78, article 7817 => 2.3 k€ pour les créances éteintes (besoin de 4270€ et 2.000 votés en 09)*
- **Pour les dépenses,**
 - *Au chapitre 012, article 64138 => 20 k€, ce sont des ajustements*
 - *Concernant les écritures d'ordres, vous trouverez l'équilibre entre le chapitre 042 aux dépenses de fonctionnement et le chapitre 040 aux recettes de d'investissement pour 100.000€.*

Ce sont des écritures dites « d'ordre » qui ne sont pas des flux financiers réels, entendez-les comme info. »

3. Constitution de provisions pour dépréciation de créances douteuses et reprise sur provisions

Délibération n° 059-12-2025 – Présentée par Monsieur André DELATTRE

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R.2321-2 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu la présentation de ce dossier à la commission PÔLE RESSOURCES du 25 novembre 2025.

Considérant que la constitution de provisions comptables est une dépense obligatoire et son champ d'application est précisé par l'article R.2321-2 du Code Générale des Collectivités territoriales (CGCT) ;

Par souci de sincérité budgétaire, de transparence des comptes et de fiabilité des résultats de fonctionnement de collectivités, le CGCT rend nécessaire les dotations aux provisions pour créances douteuses ;

L'instruction budgétaire et comptable M57 prévoit la constitution de provision pour créances douteuses, en vertu du principe comptable de prudence.

Dès lors qu'il existe, pour une créance donnée, des indices de difficultés de recouvrement (compte tenu de la situation financière du débiteur) ou une constatation sérieuse de la créance, la créance doit être considérée comme douteuse. Il faut alors constater la provision car la valeur des titres de recettes pris en charge dans la comptabilité de la collectivité est supérieure à celle attendue. Il existe donc une charge latente si le risque se révèle, qui, selon le principe de prudence, être traitée par le mécanisme comptable de la provision.

La comptabilisation de cette provision repose sur une écriture en dépense au compte 6817 « dotation aux provisions pour dépréciation des actifs circulants »

Cette provision pourra faire l'objet d'une reprise au compte 7817 « reprise sur provision pour dépréciation des actifs circulants » :

- Si la créance est éteinte ou admise en non-valeur,
- Si la provision est devenue sans objet : recouvrement partiel ou total,
- Si le risque est moindre.

Pour 2025, la constitution de la provision correspond à 15 % des restes à recouvrer supérieurs à 2 ans au 31/12/2025 soit un montant de 934,16 € arrondis à 935 €.

La reprise sur provisions pour dépréciations des actifs circulants s'élève, quant à elle, à 4.270 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2025.

Au vu des éléments exposés ci-dessus,

Le Conseil municipal après en avoir délibéré à l'UNANIMITÉ :

-DÉCIDE de constituer une provision pour créances douteuses à hauteur des 15 % des restes à recouvrer supérieurs à 2 ans au 31/12/2025 pour un montant de 935 € ;

-IMPUTE la dépense au compte 6817 « dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants » ;

-ACCEPTE la reprise sur provisions pour dépréciation des actifs circulants au compte 7817 pour un montant de 4.270 € ;

-AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Intervention liminaire de Monsieur André DELATTRE : (texte transmis)

« Par souci de sincérité budgétaire, dès lors qu'il existe, pour une créance donnée, des indices de difficultés de recouvrement (compte tenu de la situation financière du débiteur) ou une constatation sérieuse de la créance, la créance doit être considérée comme douteuse.

Parallèlement, il convient de reprendre les provisions dont les créances ont été éteintes, mises en non-valeur ou recouvertes.

Pour 2025, la constitution de la provision correspond à 15 % des restes à recouvrer supérieurs à 2 ans au 31/12/2025 soit un montant de 934,16 € arrondis à 935 €.

La reprise sur provisions pour dépréciations des actifs circulants s'élève, quant à elle, à 4.270 €. »

4. Autorisation d'engagement des dépenses d'investissement en 2026 antérieurement au vote du budget primitif

Délibération n° 060-12-2025 – Présentée par Monsieur André DELATTRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article 1612-1,

Vu la présentation de ce dossier à la commission PÔLE RESSOURCES du 25 novembre 2025,

Considérant la nécessité d'assurer la continuité du service public et des projets communaux engagés,

Dans la mesure où le budget primitif pour 2026 de la commune sera voté postérieurement au 1er janvier 2026, Monsieur le Maire, exécutif de la collectivité, est en droit, en sa qualité d'ordonnateur, et ce jusqu'à l'adoption du budget susmentionné, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Aussi, il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette dont l'échéance est antérieure au vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou, en tout état de cause, jusqu'au 15 avril en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, « dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette », dont le traitement particulier vous a été présenté ci-dessous.

	Crédits ouverts au BP 2025 (a)	Crédits ouverts BS votée (b)	Crédits ouverts DM votée (c)	Montant total à prendre en compte d = a + b + c
Dépenses Chap 20 (dont 204)	117 400,00	32 676,00	85 046,00	235 122,00
Dépenses Chap 21	1 314 300,00	171 500,00	10 000,00	1 495 800,00
Dépenses Chap 23	1 747 100,00	0,00	344 954,00	2 092 054,00
TOTAL				3 822 976,00

Montant total maximum des dépenses d'investissement autorisées :
 $3.822.976,00 * 25 \% = 955.744,00 \text{ €}$

Il est proposé au Conseil municipal, en anticipation du vote du budget primitif pour 2026, d'autoriser les inscriptions d'investissement telles que suit :

Chapitre	Article M57	Libellé	Montant
20	2031	Frais d'études	15 000,00
	2033	Frais d'insertion	3 000,00
	2051	Concessions, droits similaires	15 000,00
TOTAL CHAPITRE 20			33 000,00

Chapitre	Article M57	Libellé	Montant
21	2111	Terrains nus	5 000,00
	2112	Terrains de voirie	5 000,00
	2121	Plantations arbres et arbustes	5 000,00
	2128	Autres agencements et aménagements	5 000,00
	21311	Bâtiments administratifs	60 000,00
	21312	Bâtiments scolaires	20 000,00
	21314	Bâtiments culturels et sportifs	90 000,00
	21318	Autres bâtiments publics	1 000,00
	21351	Bâtiments publics	5 000,00
	21533	Réseaux câblés	5 000,00
	21568	Autre matériel et outillage d'incendie	1 000,00
	21831	Matériel informatique scolaire	1 000,00
	21838	Autre matériel informatique	15 000,00
	21841	Matériels de bureau et mobiliers scolaires	50 000,00
	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	30 000,00
	2185	Matériel de téléphonie	1 100,00
	2188	Autres immobilisations corporelles	45 000,00
TOTAL CHAPITRE 21			344 100,00

Chapitre	Article M57	Libellé	Montant
23	2313	Constructions	155 000,00
	2315	Installation, matériel et outillage technique	300 000,00
TOTAL CHAPITRE 23			455 000,00

TOTAL AUTORISATION ENGAGEMENT DEPENSES

832 100,00

Les crédits correspondants, visés ci-dessus, seront inscrits au budget lors de son adoption.

Il est également précisé, s'agissant des dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, que « l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement » conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Enfin, conformément aux dispositions du tome II de l'instruction codificatrice M57 « l'exécutif fait établir au 31 janvier de l'exercice l'état des dépenses qui, engagées avant le 31 décembre de l'année précédente dans la limite des crédits inscrits au budget, n'ont pas donné lieu à mandatement avant la clôture de l'exercice. Cet état vaut ouverture provisoire des crédits jusqu'à la reprise de ces derniers au budget ».

Les crédits affectés aux dépenses de chaque exercice ne peuvent être employés à l'acquittement d'un autre exercice. Les dépenses engagées non mandatées à la clôture de l'exercice sont reportées au budget de l'exercice suivant. Elles peuvent être mandatées dans la limite des restes à réaliser de l'exercice précédent.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré par 30 voix pour et 1 abstention (Mme HAZHAZ Dénia) :

-AUTORISE Monsieur le Maire à mandater, avant le vote du budget 2026, des dépenses d'investissement dans la limite des crédits ouverts ci-dessus ;

-DÉCIDE de reprendre cette ouverture de crédits au sein du budget primitif 2026 de la commune, lors de son adoption ;

-AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document ou acte nécessaire à l'application de la présente décision et leur **DONNE** tous pouvoirs à cet effet.

Intervention liminaire de Monsieur André DELATTRE : (texte transmis)

« Comme chaque année à cette période, je vous rappelle que le Budget Primitif 2026 sera voté début 2026.

Afin d'assurer la continuité du service public, de ne pas bloquer les services et les investissements, il vous est proposé d'adopter l'autorisation d'engagement des dépenses d'investissement et d'autoriser le maire à engager un maximum de 25% des dépenses d'investissement du BP 2024 (DM incluses) pour :

- 33.000€ au chapitre 20,
- 344100€ au chapitre 21,
- 455.000€ au chapitre 23,

Soit un montant total de 832.100€

Je vous épargne la lecture ligne à ligne de tous les montants que vous pouvez retrouver en PJ. »

RESSOURCES HUMAINES

5. PERSONNEL MUNICIPAL - Aménagement du Temps de Travail - Passage à la semaine de 4,5 jours et ajustement des congés

Délibération n° 061-12-2025 – Présentée par Monsieur le Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles relatifs à la gestion des ressources humaines des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels,

Vu la délibération n°004-02-2022 en date du 8 février 2022 relative à la mise en œuvre des 1607 heures,

PROCÈS-VERBAL - Séance du 9 décembre 2025 - Page 18 sur 26

Vu la délibération n°081-12-2024 en date du 10 décembre 2024 relative à la mise en œuvre de la semaine de 4.5 jours

Vu la présentation de ce dossier à la commission Pôle Ressources du 25 novembre 2025,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 1^{er} décembre 2025,

Considérant ce qui suit :

Le règlement intérieur de la collectivité définit les règles d'organisation et de fonctionnement des services, et encadre notamment les droits à congés annuels des agents. Il prévoit dans son annexe 1 relative au temps de travail dans la collectivité, article 4.3 relatif aux droits à congés que le nombre de jours de congés s'apprécie par année civile et est fixé, pour chaque agent, à 5 fois ses obligations hebdomadaires de service.

Afin de clarifier les conditions d'application de cette disposition et d'harmoniser les pratiques, il est apparu nécessaire d'apporter une précision supplémentaire à cet article. La nouvelle rédaction vise à formaliser la mise en œuvre de la semaine de 4.5 jours.

Cette modification ne porte pas atteinte aux droits des agents, mais vise à en clarifier les conditions d'application.

Il convient de modifier le deuxième paragraphe de l'article 4.3 de l'annexe 1 du règlement intérieur de la manière suivante :

"Les obligations de service sont exprimées en nombre de jours ouvrés et correspondent au nombre de jours effectivement travaillés par l'agent, soit :

25 jours pour un agent à temps complet travaillant 5 jours par semaine,

22.5 jours pour un agent à temps complet travaillant 4.5 jours par semaine,

20 jours pour un agent à temps partiel/non-complet travaillant 4 jours par semaine,

17.5 jours pour un agent à temps partiel/non-complet travaillant 3.5 jours par semaine,

15 jours pour un agent à temps partiel/non-complet travaillant 3 jours par semaine".

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'UNANIMITÉ :

-**AUTORISE** la modification du règlement intérieur selon les conditions ci-dessus définies ;

-**APPROUVE** le règlement intérieur modifié ;

-**DONNE** à Monsieur le Maire ou son représentant tous pouvoirs pour l'exécution de la présente délibération.

Intervention liminaire de Monsieur le Maire :

Il s'agit d'une précision nécessaire pour ajuster notre RI du personnel.

6. PERSONNEL MUNICIPAL - Modification du tableau des effectifs – Création d'emploi

Délibération n° 062-12-2025 – Présentée par Monsieur le Maire

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu les articles L313-1 à L313-4 du Code Général de la Fonction Publique disposant que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ;

Vu l'article L332-8 du Code Général de la Fonction Publique disposant que les emplois permanents peuvent être également occupés de manière permanente par des agents contractuels ;

Vu le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;

Vu la présentation de ce dossier à la commission Pôle Ressources du 25 novembre 2025 ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 1^{er} décembre 2025 ;

Considérant ce qui suit :

Les besoins des services et la nature des fonctions justifient le recours à un agent contractuel.

La durée de l'engagement est fixée à 3 ans.

Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs.

SERVICE	GRADE CRÉÉ	CATÉGORIE	TEMPS DE TRAVAIL	DATE D'EFFET
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	Attaché	A	35h	01/01/2026

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'UNANIMITÉ :

-**MODIFIE** le tableau des effectifs, en créant selon les conditions ci-dessus définies, l'emploi suivant :

- 1 emploi d'attaché à temps complet

-**DIT** que cette décision prendra effet à compter du 1er janvier 2026 ;

-**DIT** qu'il est créé 1 emploi d'attaché pour occuper les missions de directeur des ressources humaines ;

-**INSCRIT** les crédits prévus à cet effet au budget général de la commune ;

-**DONNE** à Monsieur le Maire ou son représentant tous pouvoirs pour l'exécution de la présente délibération.

Intervention liminaire de Monsieur le Maire :

Il est proposé un renouvellement du contrat pour 3 ans supplémentaires. Il n'y a rien de nouveau car cela concerne le même poste de DRH.

AFFAIRES GÉNÉRALES ET JURIDIQUES

7. Demande communale de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour sécheresse (retrait de marne) consécutive aux événements climatiques de l'année 2025

Délibération n° 063-12-2025 – Présentée par Monsieur le Maire

Le territoire de la commune a été frappé cette année par un épisode de sécheresse qui provoque un retrait de marne.

Aussi, des cas de désordres ont été signalés par des habitants, notamment des lézardes sur les façades des immeubles d'habitation, et déclarés en mairie.

Il convient de rappeler le caractère exceptionnel de cette sécheresse et des conséquences sur les habitations.

La commune peut dès lors initier la procédure de demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour sécheresse (retrait de marne) consécutive aux événements climatiques de l'année 2025, qui constitue, à l'égard des victimes de ces sinistres, la décision nécessaire et préalable à l'indemnisation par les sociétés d'assurances de leurs dommages aux biens.

L'Etat seul peut reconnaître le statut de catastrophe naturelle.

Le Conseil municipal est appelé à autoriser Monsieur le Maire à déposer une demande communale de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle auprès de Monsieur le Préfet.

- Vu le Code des assurances,
- Vu le Code général des collectivités territoriales,
- Vu les témoignages déposés en mairie ;
- Vu la présentation de ce dossier à la commission PÔLE RESSOURCES du 25 novembre 2025 ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'UNANIMITÉ :

-**SOLLICITE** de l'État la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour sécheresse (retrait de marne) consécutive aux événements climatiques de l'année 2025 sur le territoire de la commune ;

-AUTORISE Monsieur le Maire à déposer la demande communale auprès de Monsieur le Préfet via l'application en ligne « iCatNat », à engager toutes démarches afférentes à cette affaire, à signer toute pièce utile à l'exécution de la présente délibération, et lui **DONNE** tous pouvoirs à cet effet.

Intervention liminaire de Monsieur le Maire :

Je vous rapporte cette délibération en l'absence de mon adjoint Hervé BASSOLEIL, qui va permettre l'indemnisation des habitants sinistrés par les compagnies d'assurances, si la commune est reconnue à l'état de catastrophe naturelle.

8. POLICE MUNICIPALE - Approbation de la convention de mise à disposition ponctuelle des policiers municipaux de Chevigny-Saint-Sauveur et de leurs équipements auprès de la commune de Sennecey-lès-Dijon - Autorisation donnée au maire pour la signer

Délibération n° 064-12-2025 – Présentée par Monsieur le Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2211-1, L. 2212-1 et suivants le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2211-1, L. 2212-1 et suivants ;

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment ses articles L. 512-1 à L. 512-3 et R. 512-1 à R. 512-4 ;

Vu le projet de convention de mise à disposition ci-annexé ;

Considérant ce qui suit :

Les Villes de Chevigny-Saint-Sauveur et Sennecey-lès-Dijon ont engagé en 2025 les démarches administratives nécessaires pour la mise à disposition ponctuelle des policiers municipaux de la Ville de Chevigny-Saint-Sauveur et de leurs équipements auprès de la Ville de Sennecey-lès-Dijon.

La mise en place de ce dispositif implique la validation par les assemblées délibérantes de chaque Ville d'une convention de mise à disposition.

Ainsi, le Conseil municipal est appelé à approuver la convention ci-jointe, dont les termes ont été négociés entre les parties.

Entendu l'exposé des motifs ci-dessus,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'UNANIMITÉ :

-APPROUVE le principe de la mise à disposition ponctuelle des policiers municipaux de Chevigny-Saint-Sauveur et de leurs équipements auprès de la commune de Sennecey-lès-Dijon ;

-APPROUVE les termes de la convention de mise à disposition ci-annexée et **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à la signer, ainsi que tout avenant éventuel qui n'aurait pas une incidence financière, et toute pièce utile à l'exécution de la présente délibération ;

-DONNE à Monsieur le Maire ou son représentant tous pouvoirs pour l'exécution de la présente délibération.

Intervention liminaire de Monsieur le Maire :

Je vous rapporte cette délibération en l'absence de mon adjoint Hervé BASSOLEIL.

La commune de Sennecey-lès-Dijon n'a pas de police municipale et elle a demandé à pouvoir disposer de nos agents, qui pourront aussi accompagner les élus sur les questions d'urbanisme ou de chiens dangereux. Elle a un besoin ponctuel donc il n'est pas nécessaire pour elle de créer une police municipale propre car il lui faudrait pour cela 2 ou 3 agents.

Cette mise à disposition va permettre de partager les coûts avec une contribution financière de 40.000,00 € / an.

La sécurité dépasse les frontières.

La commune de Sennecey-lès-Dijon attend notre délibération et délibère elle-même ce soir. On pourra alors signer les conventions.

Ce projet est soutenu par les services de l'État et la Justice.

C'est un beau partenariat horizontal.

D'autres communes pourront avoir les mêmes besoins, donc il faut de la solidarité.

COMMANDE PUBLIQUE

9. Signature du Contrat Grands Projets Côte d'Or dans le cadre de l'octroi d'une subvention par le Conseil Départemental pour la rénovation thermique et le réaménagement de la mairie

Délibération n° 065-12-2025 – Présentée par Monsieur le Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération municipale n° 013-05-2020 du 26 mai 2020 donnant délégation de pouvoir au maire dans certains domaines de l'administration communale, notamment pour « *Demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions ;* » pour « *Toute demande de subvention en fonctionnement et en investissement, quels que soient la nature de l'opération et le montant prévisionnel de la dépense subventionnable dont l'inscription budgétaire a été validée par le conseil municipal.* » ;

Vu la Décision du Maire n° Finances/2024-07-17 du 10 juillet 2024 approuvant le projet de réaménagement de la zone accueil/entrée de la mairie, de réfection complète du système de chauffage/climatisation du bâtiment et sollicitant une subvention auprès du Département de la Côte-d'Or ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Côte-d'Or du 22 septembre 2025 portant accord de principe relatif au projet de contrat « Grands Projets Côte-d'Or » à conclure avec la commune de Chevigny-Saint-Sauveur ;

Vu le projet de contrat « Grands Projets Côte d'Or » relatif au projet de rénovation thermique et de réaménagement de la mairie afin d'améliorer les conditions d'accueil des habitants (confort et confidentialité) ;

Vu la présentation de ce dossier à la commission PÔLE RESSOURCES du 25 novembre 2025,

Considérant que la signature de ce contrat par la commune est une étape préalable obligatoire à l'octroi de la subvention départementale sollicitée ;

Monsieur le Maire Guillaume RUET ne prend pas part au vote.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'UNANIMITÉ :

-AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer le contrat « Grands Projets Côte-d'Or », ci-annexé ;

-DONNE à Monsieur le Maire ou son représentant tous pouvoirs pour l'exécution de la présente délibération.

Intervention liminaire de Monsieur le Maire :

Il y a 58 % de subventions pour ce projet, ce qui est positif.

Avec la rénovation de la mairie, il s'agit des conditions de travail de nos agents municipaux.

Avant, il n'y avait aucune confidentialité à l'accueil, par exemple lors d'un décès.

Normalement, la mairie pourra accueillir les chevignaises et les chevignois et les autres usagers à partir de la semaine du 5 janvier 2026, dans ses locaux rénovés.

Le temps des travaux, les agents municipaux ont été répartis dans les autres bâtiments et services, ce qui a eu pour effet positif de créer une certaine synergie entre eux.

En tant que conseiller départemental, je ne prendrai pas part au vote.

PÔLE VIE AU QUOTIDIEN

ÉDUCATION, SPORTS ET VIE ASSOCIATIVE

10. Subvention accordée à l'association MAGIKFIT - Exercice 2025

Délibération n° 066-12-2025 – Présentée par Monsieur Samuel LONCHAMPT

La nouvelle association dénommée « MAGIKFIT » a sollicité de la ville de CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR, une subvention au titre de l'exercice 2025.

Vu la présentation de ce dossier à la commission « PÔLE VIE AU QUOTIDIEN » du 15 septembre 2025,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'UNANIMITÉ :

-DÉCIDE d'attribuer à l'association « Magikfit » la subvention « Sport » ci-dessous, au titre de l'exercice 2025 :

Association	Montant proposé
MAGIKFIT	150,00 €

-DIT que la somme correspondante sera prélevée sur les crédits du budget primitif de l'exercice en cours, article 65748 ;

-CHARGE Monsieur le Maire de faire le nécessaire ;

-DONNE à Monsieur le Maire ou son représentant tous pouvoirs pour l'exécution de la présente délibération.

Intervention liminaire de Monsieur Samuel LONCHAMPT : (texte transmis)

« Magikfit est une nouvelle association dans laquelle des séances de pilates sont dispensées.

Il vous est proposé d'attribuer une subvention de 150€ comme habituellement lors de la création d'une association. »

11. Reversement de la totalité des recettes récoltées à l'occasion de la soirée rose à la piscine municipale à la Ligue contre le cancer - Exercice 2025

Délibération n° 067-12-2025 – Présentée par Monsieur Samuel LONCHAMPT

Dans le cadre d'Octobre Rose, la Ville a organisé une soirée rose à la piscine municipale, le 30 octobre 2025. Les recettes récoltées étaient destinées à soutenir la Ligue contre le cancer.

Le montant des recettes s'est élevé 305 euros.

Il est proposé de reverser la totalité de la somme récoltée à la Ligue contre le Cancer, dont le Comité départemental de Côte-d'Or se situe au 29C rue de Talant 21007 Dijon Cedex.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'UNANIMITÉ :

-DÉCIDE de reverser à LA LIGUE CONTRE LE CANCER la totalité des recettes récoltées à l'occasion de la soirée rose à la piscine municipale, soit la somme de 305 € ;

-DIT que la somme correspondante sera prélevée sur les crédits du budget primitif de l'exercice en cours, article 65748 ;

-AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document ou acte nécessaire à l'application de la présente délibération et leur **DONNE** tous pouvoirs à cet effet.

Intervention liminaire de Monsieur Samuel LONCHAMPT : (texte transmis)

« Monsieur maire, chers collègues,

Le 30 Octobre dernier une soirée rose a eu lieu à la piscine municipale dans le cadre octobre rose.

Lors de cette soirée, deux séances d'aquagym était proposée sur 60 places disponible 56 personnes ont participé à cette action.

Les recettes récoltées étaient destinées à soutenir la ligue contre le cancer.

La recette récoltée pour cet événement est de 305 €.

Ce soir, il vous est proposé donc de reverser l'intégralité de cette somme à la ligue contre le cancer. »

Intervention liminaire de Monsieur le Maire :

C'est une belle action.

Cette somme s'ajoute aux autres actions menées, comme la marche rose, avec une remise du chèque prévue début janvier 2026.

Il y a de belles actions menées en interne, comme par exemple le buste de palpation pour la prévention du cancer avec le CCAS.

Je tiens à rappeler que ces actions ont été lancées à partir de 2021. Avant, on se contentait d'éclairer la veille en rose.

C.C.A.S.

12. Reversement au CCAS du Prix Christian-Myon 2025 obtenu du Département de la Côte-d'Or - Exercice 2025

Délibération n° 068-12-2025 – Présentée par Monsieur le Maire

Lors de la 16^{ème} Cérémonie de remise de prix Christian-Myon organisée par le Département de la Côte-d'Or, 8 lauréats ont été récompensés pour leurs projets et actions de sensibilisation à la sécurité routière, dont la Mairie de Chevigny-Saint-Sauveur pour l'organisation de séances de remise à niveau du Code de la route pour les seniors.

La soirée de remise des prix s'est déroulée cette année le jeudi 20 novembre.

Le Prix obtenu par la Mairie de Chevigny-Saint-Sauveur s'accompagne du versement de la somme de 2 000 euros.

Il est proposé de reverser la totalité de la somme obtenue à l'occasion de cette récompense au C.C.A.S. de la Ville de Chevigny-Saint-Sauveur.

MM. RUET Guillaume (Président), BLUME Pierre, RICHARD Xavier, STURM Yves et Mmes VICTOR Catherine, DEFERT Josette, BOURDIER-NOIROT Sylvie, SCANZI Justine, membres du Conseil d'administration du C.C.A.S., ne prennent part ni au débat ni au vote.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'UNANIMITÉ :

-DÉCIDE de reverser au C.C.A.S. le Prix Christian-Myon 2025 dont la Mairie de Chevigny-Saint-Sauveur est lauréate, soit la somme de 2 000 € obtenue au titre de cette récompense ;

-DIT que la somme correspondante sera prélevée sur les crédits du budget primitif de l'exercice en cours, article 657363 ;

-AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document ou acte nécessaire à l'application de la présente délibération et leur **DONNE** tous pouvoirs à cet effet.

Intervention liminaire de Monsieur le Maire :

Christian MYON était un conseiller général qui a été tué en 2008 sur la route par un chauffard.

Le président du Conseil départemental de la Côte-d'Or, François SAUVADET, a créé ce prix pour récompenser les actions en faveur de la sécurité routière.

Cette année, le prix nous a été remis le 20 novembre et s'accompagne de la somme de 2.000,00 €, pour une action de remise à niveau au code de la route pour les aînés.

La Ville de Chevigny-Saint-Sauveur est lauréate pour la 6^{ème} année consécutive.

Diverses actions à vélo, trottinette, etc sont menées. Le savoir rouler, on le fait chaque année. Nous menons des actions en direction de tous les publics, notamment les personnes âgées.

Vu qu'il s'agit d'un action conduite par le CCAS, je propose de leur reverser le montant du prix que la Ville a obtenu.

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

a) PERSONNEL MUNICIPAL : point sur les départs et les arrivées

Monsieur le Maire informe les élus sur les départs et les arrivées de personnel municipal :

Départs :

- Retraite :
 - o 1 agent de la piscine municipale
 - o 1 agent des Services Techniques
- Mutation :
 - o 1 agent de la police municipale
- Fin de contrat :
 - o 1 agent service développement durable

Arrivées :

- 1 agent de la police municipale
- 1 agent service extrascolaire

b) CONTENTIEUX VILLE c/ M. STURM : jugement TA de Dijon du 18 novembre 2025

Monsieur le Maire informe les élus que, par un jugement intervenu en date du 18 novembre 2025, le Tribunal administratif de Dijon a rejeté la requête de Monsieur Yves STURM (conseiller municipal minoritaire) tendant à l'annulation des délibérations n° 20 (024-03-2024 - relative aux subventions accordées à diverses associations au titre de l'exercice clos en 2024) et n° 28 (032-03-2024 - relative à l'approbation du modèle de convention type pluriannuelle d'objectifs et de moyens et à l'autorisation donnée au maire pour signer les conventions avec les associations sportives) adoptées par le conseil municipal du 5 mars 2024.

Dans ses conclusions, présentées lors de l'audience publique le 17 octobre 2025, le Rapporteur public a conclu à un rejet au fond de la requête de Monsieur STURM pour absence de moyen fondé.

Ainsi, le Juge administratif a suivi les conclusions du Rapporteur public en considérant :

- Que la délibération n° 032-03-2024 attaquée, qui subordonne, dans un cadre pluriannuel, l'octroi de subventions d'un montant supérieur à 10 000 euros aux associations sportives à la conclusion de conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens, qui, par elle-même, ne méconnaît pas le principe

d'égalité, ne méconnaît pas davantage les dispositions précitées de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

- Que le requérant n'est pas fondé à soutenir que l'octroi de subventions aux associations sportives «Chevigny Tennis de Table » et l'Office des Sports au titre de l'année 2024, d'un montant inférieur au seuil, déterminé par la commune, de 10 000 euros, était subordonné à la conclusion d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens établi par la commune, ni qu'il méconnaîtrait les dispositions précitées de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

- Que dès lors que la commune pouvait régulièrement subordonner l'octroi de subventions d'un montant supérieur à 10 000 euros aux associations sportives à des conditions fixées dans le cadre de conventions pluriannuelles, sans méconnaître ni le principe d'égalité ni les dispositions de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, la commune pouvait légalement attribuer à l'association « Chevigny pour tous », qui ne présente pas le caractère d'une association sportive et dont il n'est ni justifié ni même allégué qu'elle organiserait des manifestations sportives, une subvention d'un montant de 10 000 euros sans la subordonner à la conclusion d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens prévue pour les seules associations sportives. Par suite, le moyen tiré de ce que l'attribution de cette subvention serait entachée de discrimination et de favoritisme doit être écarté.

c) RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL – Date de la prochaine séance

Monsieur le Maire informe les élus que la prochaine séance du Conseil municipal se tiendra le **mardi 27 janvier 2026**.

Monsieur le Maire remercie chacun et souhaite d'excellentes fêtes de fin d'année à tous.


Il précise que la Cérémonie des vœux aux forces vives se déroulera le mardi 6 janvier 2026 au Polygone.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 H 48.

Le présent procès-verbal a été arrêté et approuvé par le Conseil municipal du 27 janvier 2026.

Le Maire,

Le Secrétaire de séance,


Guillaume RUET




Romain VENTO

Pièce(s) annexée(s) au présent procès-verbal de séance :

- Rapport sur les orientations budgétaires pour 2026



Rapport sur les orientations budgétaires pour 2026

Débat d'orientations budgétaires du 9 décembre 2025

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)

- La loi d'Administration Territoriale de la République (ATR) de 1992 a imposé la tenue d'un débat d'orientation budgétaire (DOB) dans les deux mois précédant le vote du budget primitif pour les communes de plus de 3 500 habitants. Cette disposition est reprise à l'article 22 du règlement intérieur du conseil municipal.
- Le DOB a pour but de renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein de l'assemblée délibérante sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité. Il améliore l'information transmise à l'assemblée délibérante. Il donne également aux élus la possibilité de s'exprimer sur la situation financière de leur collectivité.
- L'article 107 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié les articles L 2312-1, L3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au DOB en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat. Sur le contenu, ce rapport doit non seulement présenter un volet financier, mais également un volet ressources humaines pour les communes de plus de 10 000 habitants.
- Le présent rapport d'orientations budgétaires répond également aux obligations de l'article 4 du règlement budgétaire et financier approuvé le 27 septembre 2022.
- Le débat d'orientations budgétaires donne lieu à une délibération et est enregistré au procès-verbal de séance.

Sommaire

1. Les éléments de contexte économique et financier	4
1.1 Contexte national et international	5
1.2 Projet de loi de finances pour 2026	12
1.3 Autres dispositions	21
2. Les données budgétaires et financières	22
2.1 Le calendrier budgétaire	23
2.2 Quelques données comparatives	24
2.1 Les résultats financiers prévisionnels 2025	27
2.2 Les orientations pour 2026	32
3. Les données RH à fin 2025	40
Lexique	47

1.

Les éléments de contexte économique et financier

1.1 Contexte national et international

- Le budget 2026 s'inscrit dans un contexte inédit des finances publiques. En effet, face à une forte dégradation de la situation financière nationale, marquée en particulier par un accroissement sans précédent de la dette nationale dont le poids et le coût ne cessent de croître, le Premier Ministre a présenté, le 15 juillet 2025, un plan pluriannuel pour rééquilibrer les comptes publics visant à réaliser 43,8 Mds€ d'économies afin de ramener le déficit à 4,6 % du PIB en 2026. Dans le cadre de cet objectif, les collectivités territoriales ainsi que leurs EPCI contribueraient au redressement des comptes publics à hauteur de 6,0 Mds€. Au terme du budget 2025, le déficit de l'Etat devait être de l'ordre de 5,4% du PIB.
- La France se retrouve le 3^e pays le plus endetté de l'Union Européenne après la Grèce et l'Italie. La dette publique atteint 114% au du PIB, soit 3 345 Mds€ au 1^{er} trimestre 2025 et est estimée à 115% du PIB fin 2025. Le retour à un déficit à 3% du PIB est envisagé pour 2029 sous réserve pour l'Etat de réaliser des économies.
- Les orientations budgétaires 2026 présentées dans le présent document tiennent compte du contexte économique et des annonces du Premier Ministre intervenues à l'été 2025 en prévision du projet de loi de finances qui doit en principe être discuté à l'automne.
- Le contexte politique et social rend l'exercice d'autant plus complexe que l'annonce par le Premier Ministre le 25 août d'un vote de confiance le 8 septembre 2025 pourrait conduire à un renversement du Gouvernement voire à une nouvelle dissolution de l'Assemblée Nationale. Dans une telle hypothèse, il paraît difficilement envisageable que le débat budgétaire démarre au Parlement avant le 7 octobre, date limite pour que la Loi de Finances puisse être finalisée et promulguée avant le 31 décembre 2025.

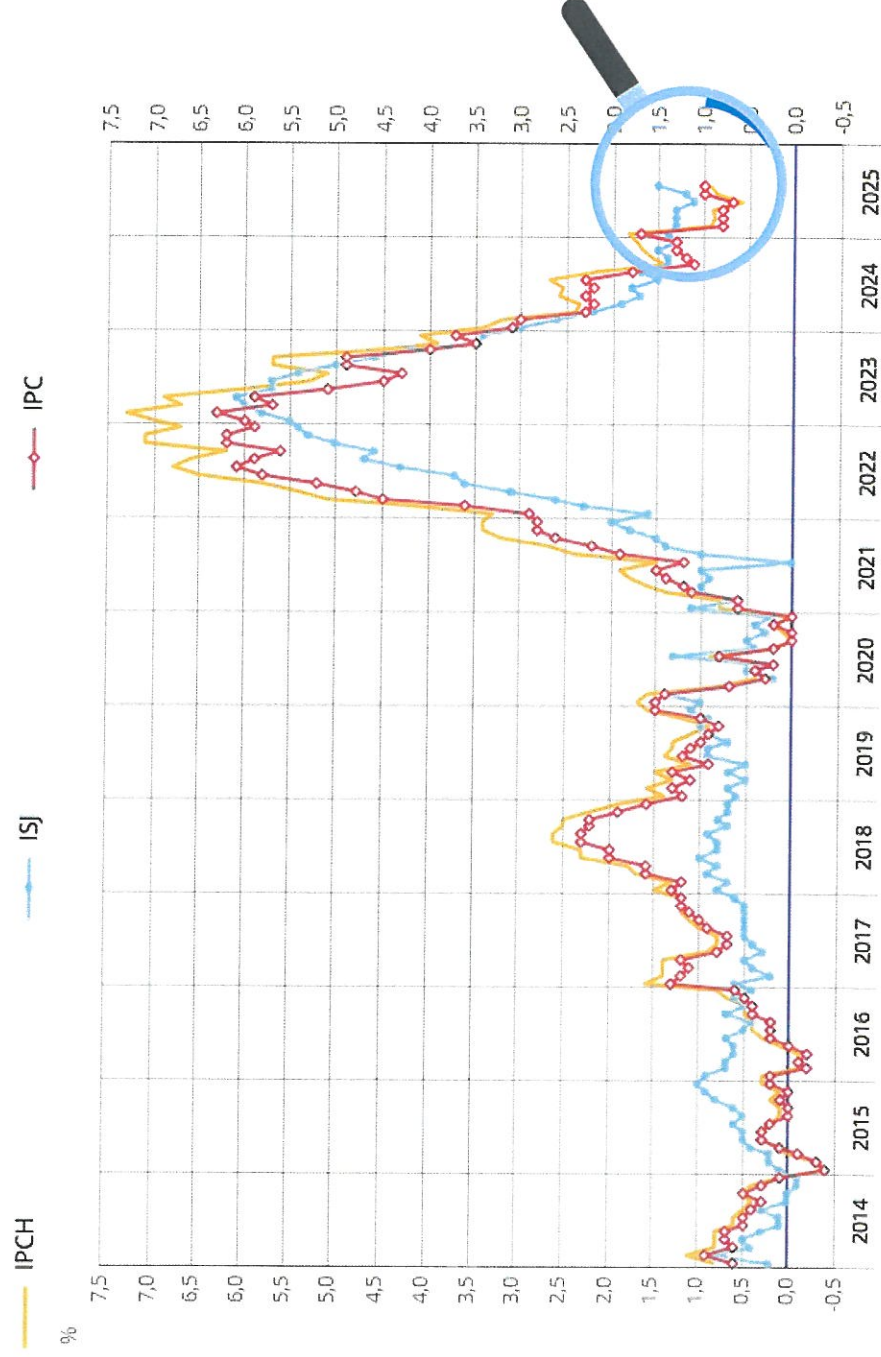
1.1 Contexte national et international

L'inflation :

- En 2025, l'inflation totale se situerait à seulement 1,0 % en moyenne annuelle. Cette faible inflation s'expliquerait essentiellement par une forte contribution négative de l'inflation énergétique tout au long de l'année, après la baisse des tarifs réglementés de vente de l'électricité en début d'année et la forte baisse, plus récente, des prix du pétrole et du gaz.
- À l'inverse, les prix alimentaires contribueraient de manière croissante à l'inflation totale tout au long de l'année 2025, reflétant les hausses de prix récentes qui découlent des négociations commerciales entre producteurs et distributeurs, ainsi que les hausses passées de certaines matières premières (cacao, café) qui continueraient de se transmettre aux prix finaux.
- Hors énergie et alimentation, l'inflation serait essentiellement soutenue par la contribution des services. Cette composante ferait preuve d'inertie malgré le ralentissement des salaires depuis le début de l'année, sous l'effet notamment des hausses récentes de prix dans les services de santé et les services récréatifs et sportifs.
- Au 4^e trimestre 2025, l'inflation totale se situerait à 1,1 % en glissement annuel, tandis que l'inflation hors énergie et alimentation est attendue à 2,0 %.
- En 2026, l'inflation totale et l'inflation hors énergie et alimentation s'établiraient respectivement à 1,4 % et 1,7 %.

1.1 Contexte national et international

Une revalorisation des bases d'imposition probablement plus faible en 2026 qu'en 2025...



Focus sur l'IPCH :

Pour rappel, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), déterminé de novembre de l'année N-1 à novembre de l'année N détermine l'évolution des bases foncières d'imposition pour l'année N+1 (soit en 2026).

Graphique IPCH :

- IPCH déf. nov. 23 / nov. 24 : +1,7%
- IPCH prév. nov. 24 / nov. 25 : +0,8%

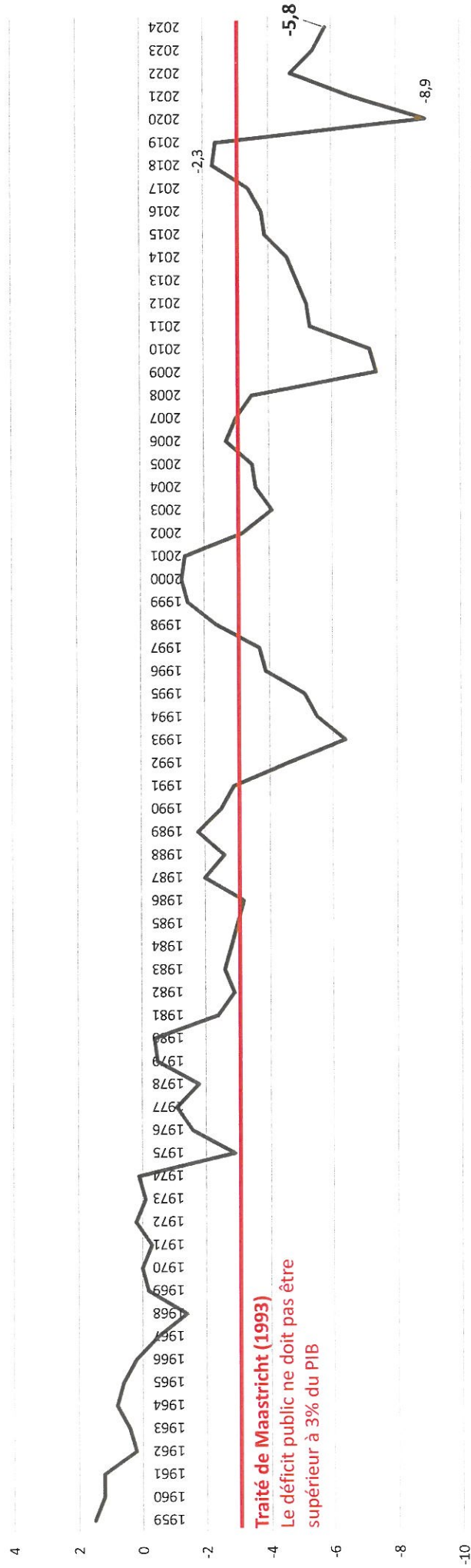
MAJ 19/11/2025:

Le gouvernement a annoncé que la taxe foncière allait augmenter sous l'effet d'une actualisation « d'office » (réévaluation des valeurs locatives selon les éléments de confort) qui concernerait 10% des locaux recensés à l'échelle nationale.

Pour l'heure, il est impossible de savoir si les chevignois seront, en tout ou partie, concernés.

1.1 Contexte national et international

Le déficit public (ou solde des finances publiques) (en % du PIB)

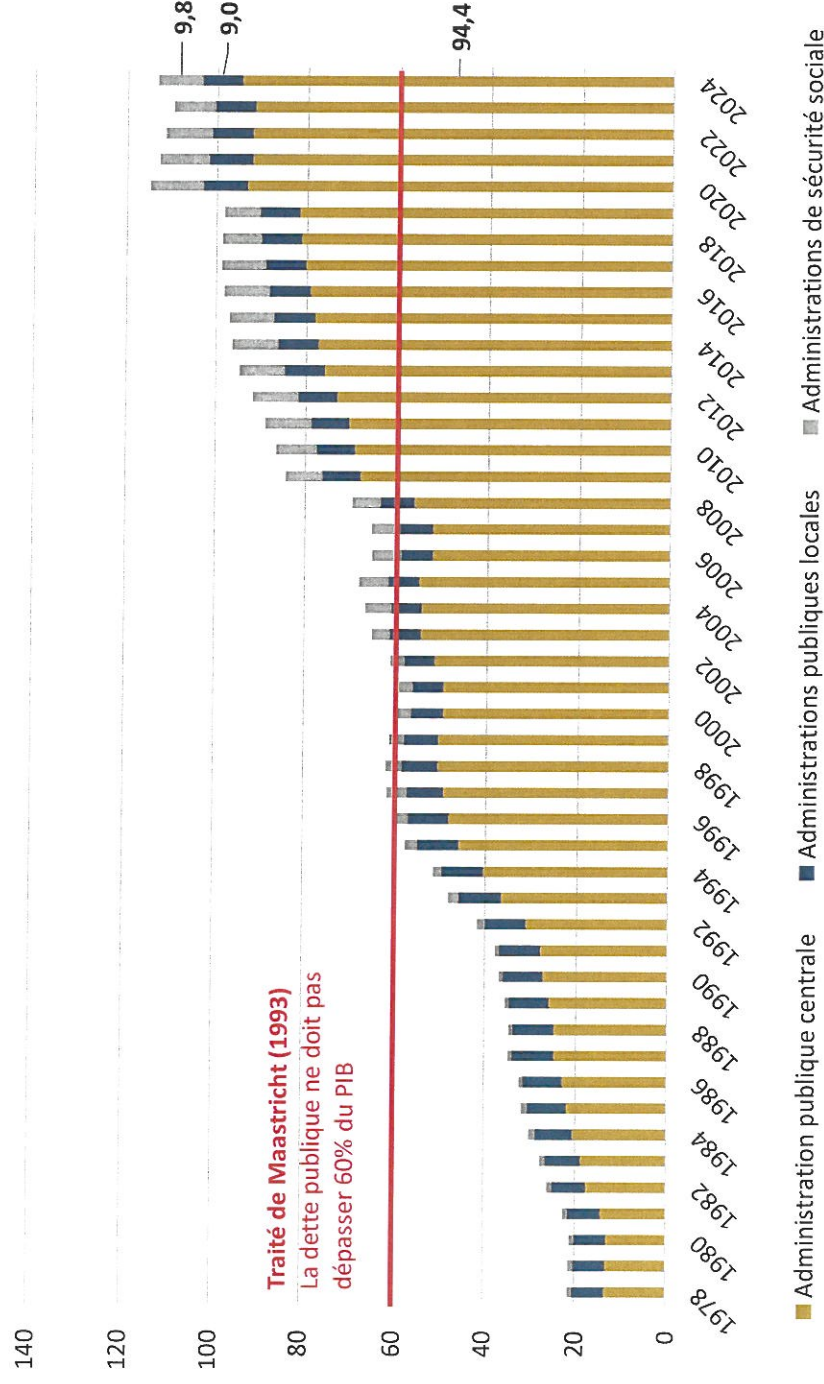


Source : INSEE, septembre 2025

- A fin 2024, le déficit public s'établit à 169,7 milliards d'euros, soit 5,8 % du produit intérieur brut (PIB)
- Cette nouvelle dégradation s'explique d'une part par une hausse du ratio de dépenses au PIB de 0,3 point de PIB, portée par les revalorisations des prestations indexées sur l'inflation de 2023 et le rebond de la charge d'intérêts. D'autre part, le ratio de recettes au PIB a diminué de 0,1 point de PIB : les recettes de prélèvements obligatoires accélèrent mais restent moins dynamiques que le PIB en valeur.

1.1 Contexte national et international

La dette publique par administrations (en % du PIB)



Source : INSEE, septembre 2025

La dette publique désigne l'ensemble des emprunts contractés par les administrations publiques qui ne sont pas encore remboursés.

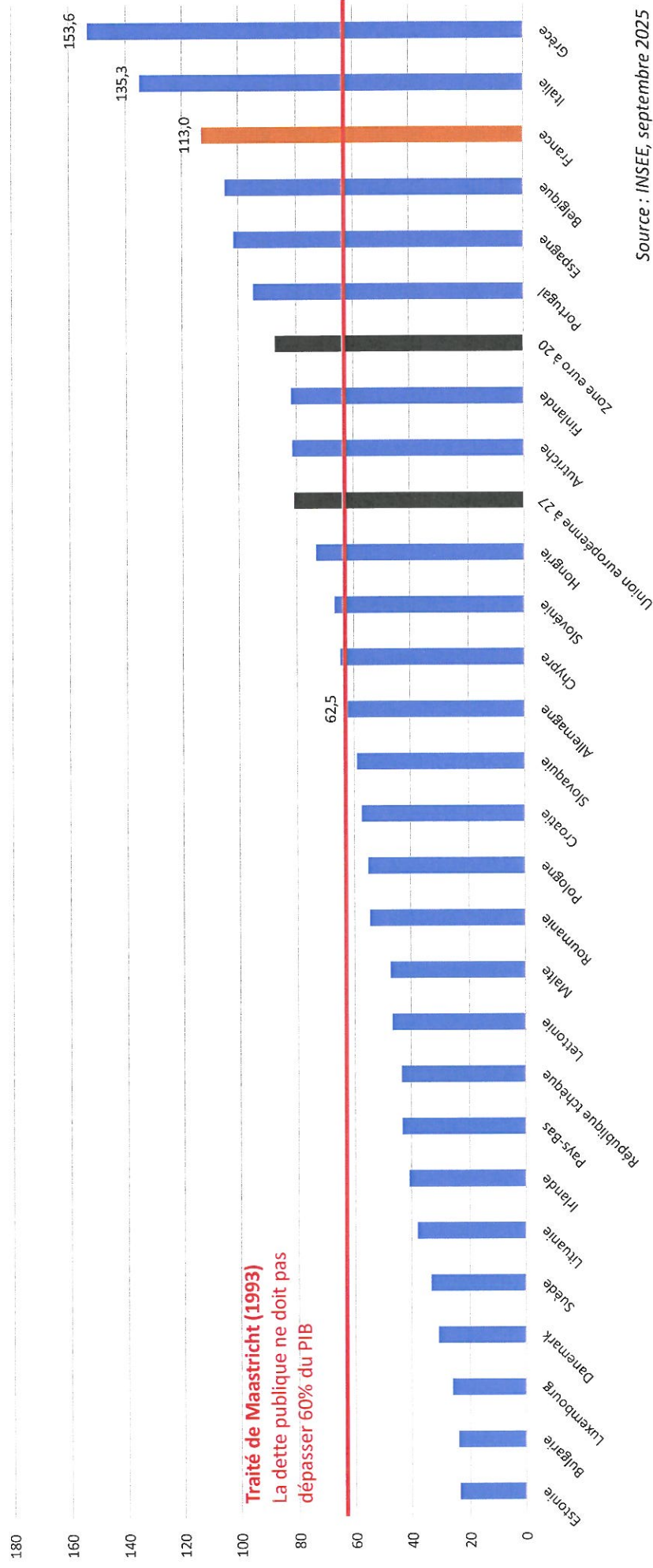
A fin 2024, la dette publique s'élève à 113,2 % du PIB. Elle est portée essentiellement par l'Etat.

La dette des collectivités locales représente moins de 8% de la dette publique totale.

Pour rappel, contrairement à l'Etat, les collectivités respectent la « règle d'or » : pour les collectivités, la dette ne finance que l'investissement alors que l'Etat emprunte également pour financer son fonctionnement...

1.1 Contexte national et international

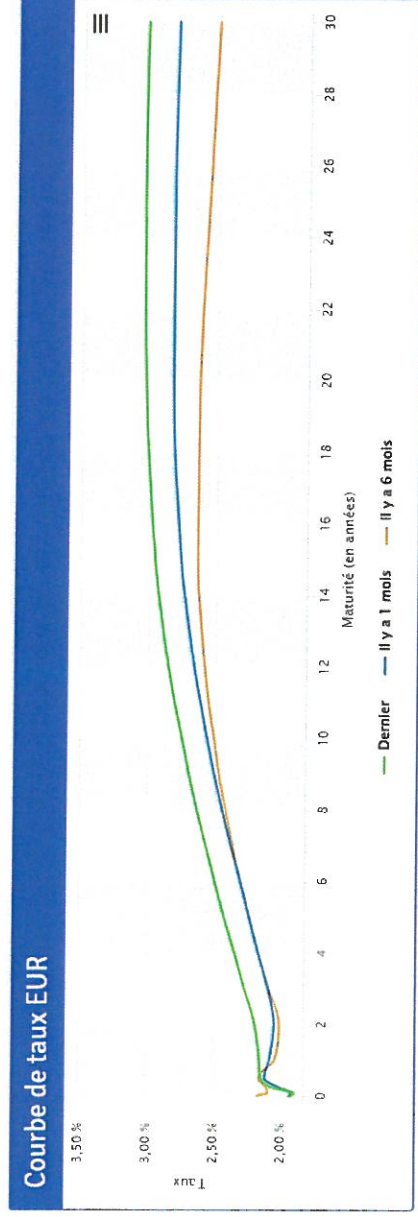
La dette publique française en 2024 en comparaison des autres pays de l'Union Européenne (en % du PIB) :



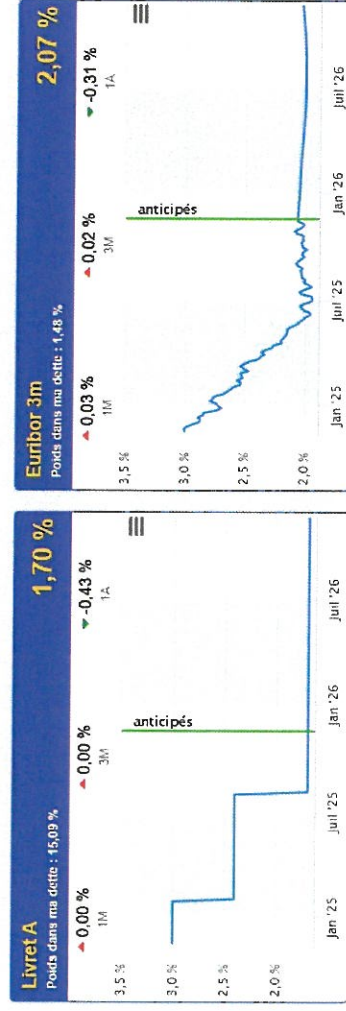
Source : INSEE, septembre 2025

1.1 Contexte national et international

L'évolution des taux d'intérêt sur le marché national au 17/11/2025 :



Les indices de mon portefeuille

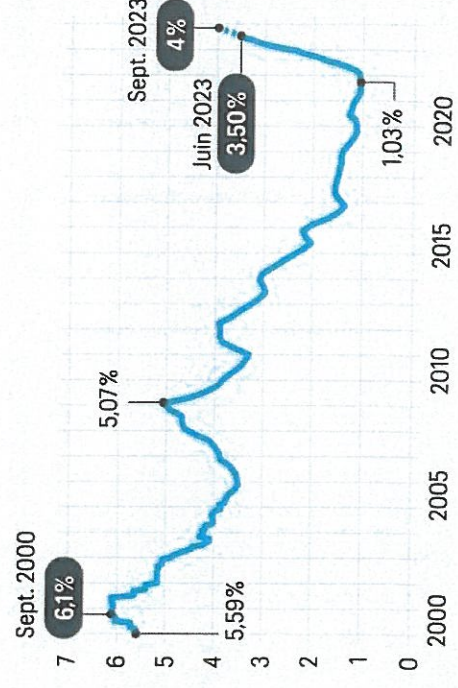


Taux fixe de marché

	Taux	evol. 1 mois	evol. 1 an
10 ans	2,40 %	▲ +0,14 %	▲ +0,43 %
15 ans	2,45 %	▲ +0,13 %	▲ +0,47 %
20 ans	2,45 %	▲ +0,13 %	▲ +0,50 %
25 ans	2,42 %	▲ +0,13 %	▲ +0,53 %

Annuel - base 30/360 - Flux constant

Taux moyen, toutes durées (hors frais et assurances) depuis 2000



1.2 Projet de loi de finances pour 2026

Un débat budgétaire qui ne ressemblera probablement à aucun autre...

- Même si les deux motions de censure du 16 octobre 2025 ont été rejetées, rien ne garantit que le pays aura un budget au 31 décembre. D'une part, le Premier ministre s'est formellement engagé à ne pas « passer en force » et donc ne pas recourir à l'article 49-3 de la Constitution. D'autre part, l'absence de majorité à l'Assemblée nationale laisse planer le doute sur un consensus budgétaire.
- En théorie, le projet de loi de finances doit être remis par le gouvernement au Parlement au plus tard le 1^{er} mardi d'octobre. Les péripéties gouvernementales de ces derniers jours ont déjà mis à mal ce calendrier, puisque le texte a été déposé mardi 14 octobre, avec une semaine de retard.
- La Constitution prévoit en effet un débat de 70 jours maximum au Parlement, pour laisser ensuite le temps au Conseil constitutionnel d'examiner la copie (soit avant le 22 décembre) avant une publication au plus tard le 31 décembre.
- Les dispositions présentées dans ce ROB sont issues de cette première monture du projet de loi de finances pour 2026.

Pour rappel, la loi de finances pour 2025 a été adoptée le 14 février 2025.

1.2 Projet de loi de finances pour 2026

Une volonté de rééquilibrer les comptes publics qui passe par une contribution des collectivités...

- La contribution des collectivités et intercommunalités à « l'effort national » représente environ 6 milliards d'euros, ce qui équivaut à 2,4% des recettes réelles de fonctionnement 2024.
- Les communes portent 44% de la contribution globale prévue au PLF 2026.

Arrondis en Md€	Total	Communes	Interco.	Départements	Régions
Reconduction et doublement du DILICO	2,0	0,7	0,5	0,3	0,5
Retour du DILICO 2025	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Baisse des compensations d'exonération de taxe foncière et CFE (étab. Industriels)	1,2	0,6	0,6	/	/
Baisse des mécanismes de soutien à l'investissement	0,8	0,1	0,7	/	/
Baisse des variables d'ajustement (DCRTP, FDPTP,...)	0,5	0,2	0,1	/	0,2
Réinternalisation de la TVA des régions	0,2	/	/	/	0,2
Hausse de la CNRACL	1,3	0,8	0,2	0,2	0,1
Baisse des crédits du fonds vert	0,4	0,2	0,1	/	/
Hausse de la TGAP	0,1	/	0,1	/	/
Fonds de sauvegarde des départements	-0,3	/	/	-0,3	/
Contribution effective	5,9	2,5	2,2	0,2	0,9

1.2 Projet de loi de finances pour 2026

MAJ 20/11/2025:

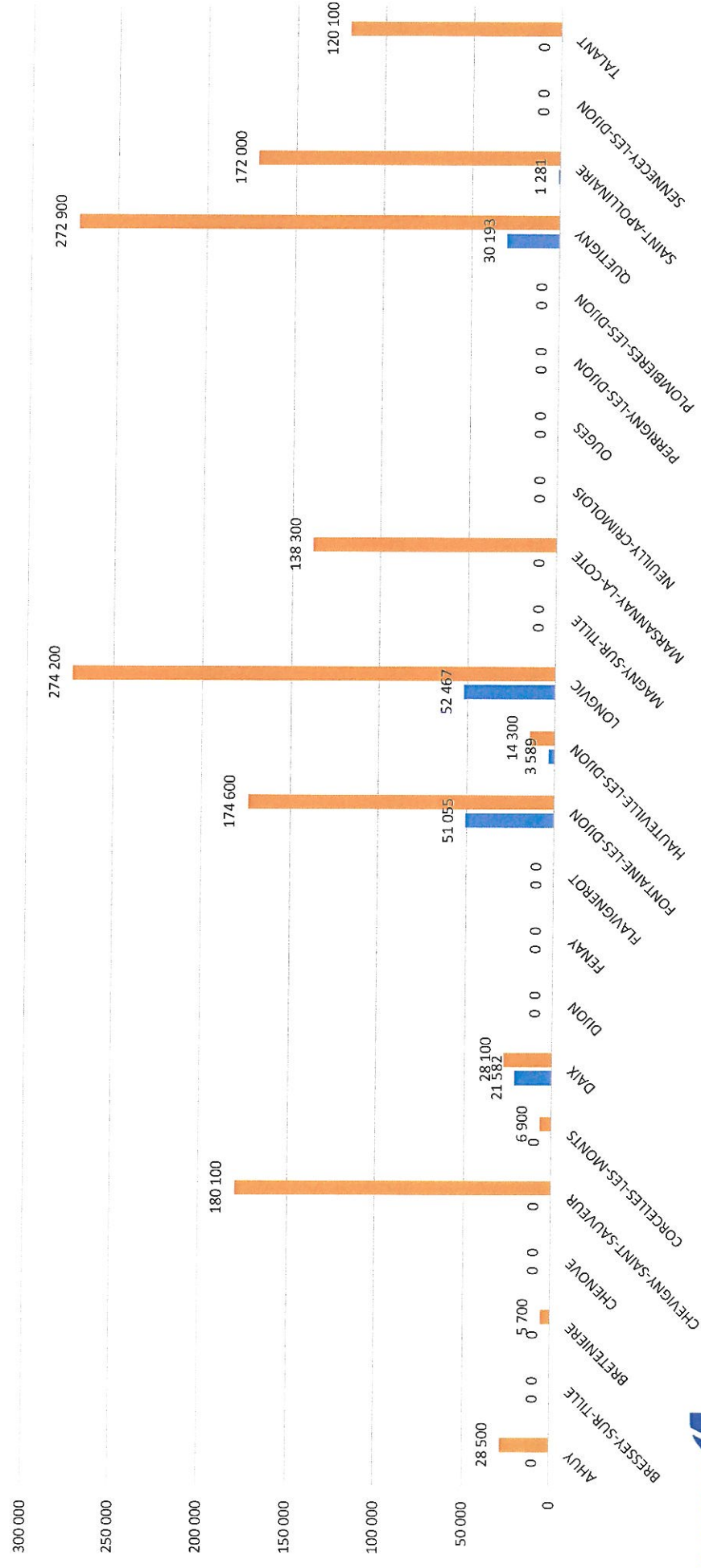
Le Sénat souhaite dispenser les communes du DILICO (à suivre...)

Mesure n°1 - Le « DILICO 2 » : Chevigny pourrait ne pas y échapper cette fois...

- Afin d'associer les collectivités territoriales à l'effort de redressement des finances publiques, le projet de loi de finances 2026 tend à renouveler la mise en œuvre, pour une deuxième année consécutive, du dispositif de lissage des recettes fiscales des collectivités territoriales (DILICO), tel que prévu par la loi de finances initiale pour 2025.
- En 2026, ce dispositif serait plus que doublé : 2,0 Mds€ seraient demandés aux collectivités contre 1 Md€ en 2025 (720 M€ pour les communes, 500 M€ pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, 280 M€ pour les départements et 500 M€ pour les régions).
- Pour mémoire, en 2025, l'éligibilité des communes au DILICO et le montant de leur contribution étaient fondés sur un indice synthétique constitué du potentiel financier par habitant et du revenu par habitant. Les communes dont l'indice synthétique était supérieur à 110% de l'indice moyen étaient prélevées au titre du DILICO. En 2026, le seuil serait de 100%.
- Selon nos prévisions et en l'état actuel des textes, pour Chevigny, la contribution au DILICO 2 pourrait être de 100 à 180 000 € sur 2026.
- A noter que le DILICO versé peut être récupéré dans un délai de 5 ans, sous réserve que la progression des dépenses totales de la Ville (hors remboursement de dette) soit inférieure ou égale à l'évolution du PIB en valeur (+2,3% en 2026 selon les projections du PLF 2026).

1.2 Projet de loi de finances pour 2026


« DILICO 1 » (2025) et « DILICO 2 » (2026) pour les communes de Dijon Métropole :



1.2 Projet de loi de finances pour 2026

Mesure n°2 – La baisse de la compensation de foncier bâti liée aux locaux industriels

- Afin de diminuer les impôts de production, la loi de finances pour 2021 avait prévue une baisse de 50% des valeurs locatives de foncier bâti et de cotisation foncière des entreprises des établissements industriels. Cette baisse était jusqu'à présent intégralement compensée.
- Le projet de loi de finances (PLF) pour 2026 prévoit une réduction de cette compensation de 25% pour l'ensemble des collectivités bénéficiaires.

		COMMUNE : 171 CHEVIGNY ST SAUVEUR
		ARRONDISSEMENT : 21 DIJON
FINANCES PUBLIQUES		TRÉSORERIE OU SGC : SGC de DIJON METROPOLE
ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS E		
IV – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES		
1. DÉTAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES ET DOTATIONS		
Taxe foncière bâtie :		4 990
a. Personnes de condition modeste		
b. Baux à réhabilitation, OPPV, Mayotte		
c. Locaux industriels		1 256 277
d. Logements sociaux et longue durée		18 697
Taxe foncière non bâtie		2 743
2. BASES EXON		
Taxe foncière bâtie		
a. Par le conseil		
b. Par la loi		
c. Par la loi (terre)		
d. Par la loi (autres)		

Extrait de l'état de vote des taux 1259 COM de 2025

- Sur la base de la compensation perçue au titre de 2025 (1 256 277 €), la perte de compensation est évaluée à environ 314 000 €.


1.2 Projet de loi de finances pour 2026

Mesure n°3 – Fin du FCTVA sur certaines dépenses de fonctionnement

- Comme en 2025 (disposition finalement non retenue dans la loi de finances pour 2025), l'assiette du Fonds de Compensation sur la TVA (FCTVA) serait recentrée uniquement sur les dépenses d'investissement.
- L'entretien des bâtiments, l'entretien de la voirie, l'entretien des réseaux et l'informatique en nuage ne seraient donc plus éligibles à une compensation de TVA.
- En 2025, le montant de cette recette de fonctionnement était d'environ 10 000 €.

- Pour rappel, la plupart des investissements éligibles à une TVA de 20% peuvent donner lieu à une récupération de FCTVA à un taux de 16,404%.

- Exemple sur un investissement d'1 200 000 € TTC ▶



Montant HT	1 000 000 €
TVA (20%)	200 000 €
Montant TTC	1 200 000 €
FCTVA (16,404%)	196 848 €
Montant dû	1 003 152 €

1.2 Projet de loi de finances pour 2026

Mesure n°4 – Nouveau report de l'intégration de la révision des valeurs locatives des locaux

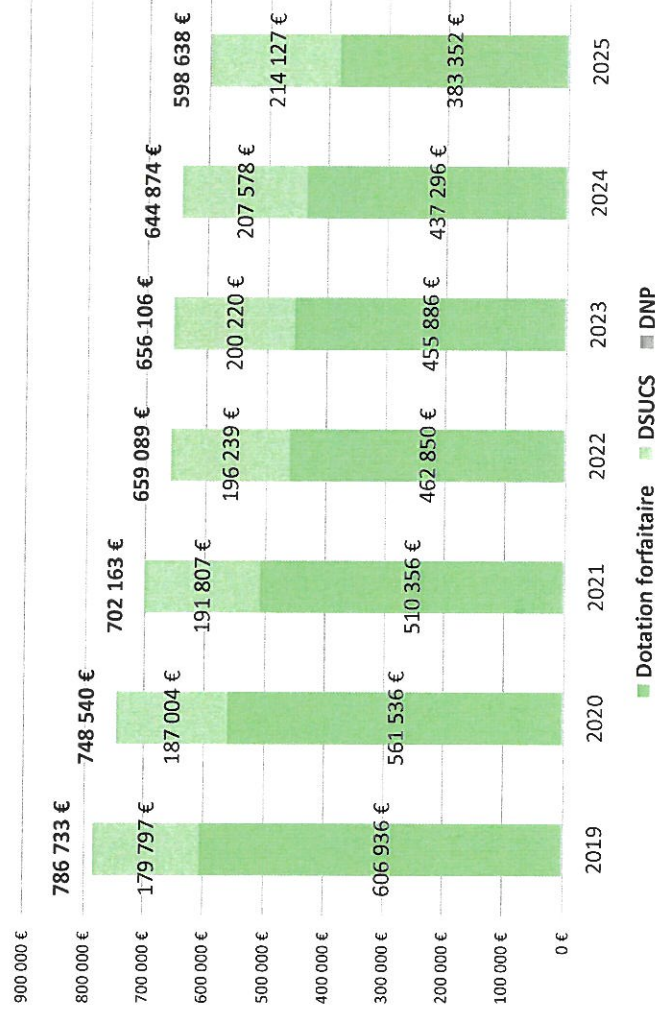
- L'intégration dans les bases d'imposition des résultats de l'actualisation sexennale des valeurs locatives des locaux professionnels, qui aurait dû intervenir en 2026, est reportée en 2027 (idem pour les mécanismes atténuateurs).
- Le calendrier de révision des locaux d'habitation est également repoussé.
- Pour rappel, chaque habitat/entreprise dispose d'une valeur locative cadastrale (VLC). Cette VLC est calculée, pour les propriétés bâties, d'après les conditions du marché locatif de 1970 en France Métropolitaine. Autrement dit, la valeur locative cadastrale d'un immeuble se calcule à partir du loyer normal qu'il pouvait produire au 1^{er} janvier 1970.
- Au moment de la révision générale de 1970, la totalité des propriétaires de locaux comme d'immeubles a dû souscrire une déclaration, en remplissant un formulaire. Depuis cette révision, tous les propriétaires doivent signaler à l'administration les nouvelles constructions, les ajouts aux constructions existantes, les changements de consistance et changements d'affectation, *via* une déclaration spéciale.
- En 1970, chaque commune a alors sélectionné quelques locaux de référence parmi ceux existants et en a déterminé l'évaluation.
- Jusqu'en 2018, la loi de finances revalorisait les bases d'impositions. Depuis 2018, les bases d'imposition sont revalorisées en fonction de l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH) évalué de novembre N-2 à novembre N-1 pour revalorisation en année N.

1.2 Projet de loi de finances pour 2026

Mesure n°5 – « Gel » de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) ?

- Le PLF 2026 prévoit un « gel » de la DGF en 2026 à son montant de 2025, ce qui induirait une baisse compte tenu de sa non-indexation sur l'inflation.
- Pour 2026, les dotations de péréquation communales seraient majorées de 290M€ en 2026 comme en 2025 :
 - + 140 M€ pour la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSUCS) ;
 - + 150 M€ pour la dotation de solidarité rurale (DSR),
- Attention, comme les années précédentes, la majoration des dotations de péréquation serait financée par la DGF et pèserait sur la dotation forfaitaire (« vases communicants »).

Entre 2019 et 2025, la Ville a enregistré une perte cumulée de DGF de 187 800 € : -223 500 € de dotation forfaitaire, + 34 300 € de DSU, + 1 200 € de DNP.



1.2 Projet de loi de finances pour 2026

Mesure n°6 – Le Fonds d’Investissement pour les Territoires (FIT)

- Ce fonds serait la consolidation de :
 - la Dotation d’Équipement des Territoires Ruraux (DETR) ;
 - la Dotation Politique de la Ville (DPE) ;
 - La Dotation de Soutien à l’Investissement Local (DSIL).
- La gestion du FIT serait confiée aux préfets de départements.
- Le fonds bénéficierait :
 - aux territoires ruraux au sens de l’INSEE ;
 - aux communes dont la population en quartier politique de la ville dépasse 10% de leur population.



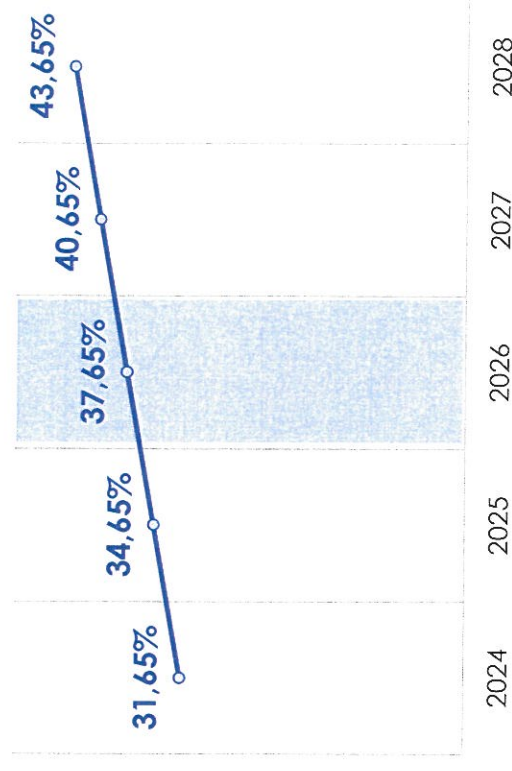
Mesure n°7 – Baisse des crédits du fonds vert

- Les crédits du fonds d’accélération de la transition écologique dans les territoires (fonds vert), feraient l’objet d’une nouvelle diminution de 500 M€ en autorisation d’engagement.

1.3 Autres dispositions

La montée en puissance de la contribution à la CNRACL...

- Discutée dans le cadre du projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS), la hausse de la cotisation des employeurs à la caisse nationale de retraites des agents titulaires des collectivités locales (CNRACL) a été actée par décret du 30 janvier 2025.
- Cette disposition est applicable depuis le 1^{er} janvier 2025.
- Le décret met en œuvre une hausse de trois points par an pendant quatre ans de la cotisation employeurs à la CNRACL, qui passera ainsi de 31,65% en 2024 à 43,65 % en 2028, soit une hausse cumulée de 12 points.



2.

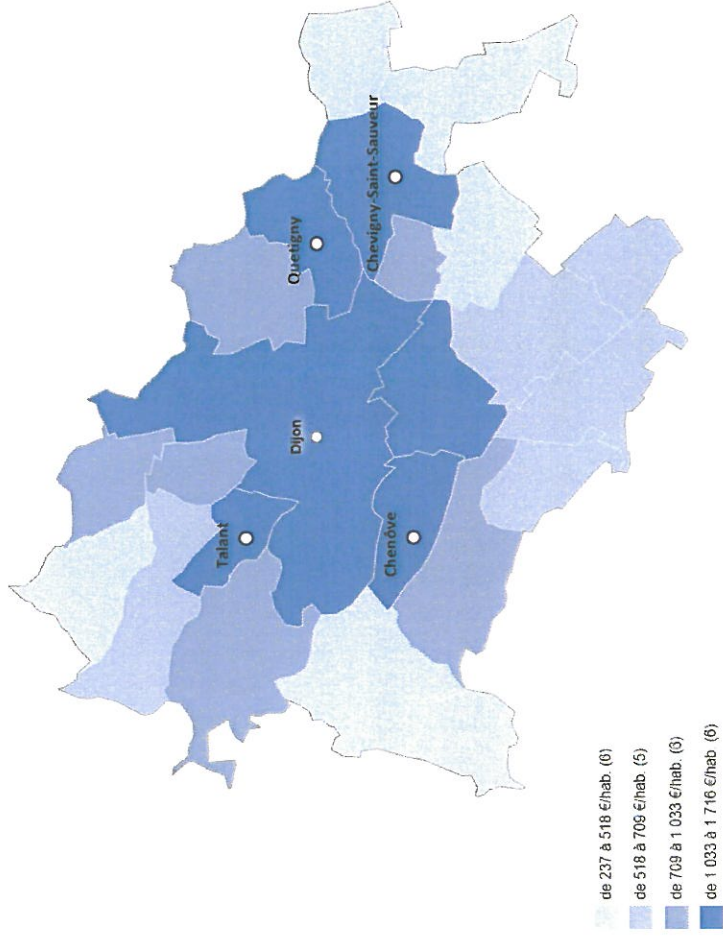
Les données budgétaires et financières

2.1 Le calendrier budgétaire 2026

- Comme en 2025, le budget primitif (BP) sera voté en janvier.
- Il sera donc présenté sans la reprise des résultats de l'année 2025.
- Cela nécessitera un **budget supplémentaire** avant la fin du 1^{er} semestre 2026.
- Comme en 2025, ce calendrier budgétaire impacte la présentation des résultats de l'exercice 2025, tels qu'indiqués dans ce document.
- Ces résultats ne constituent donc qu'une **tendance** car évalués sur la base de **11 mois**.

2.2 Quelques données comparatives...

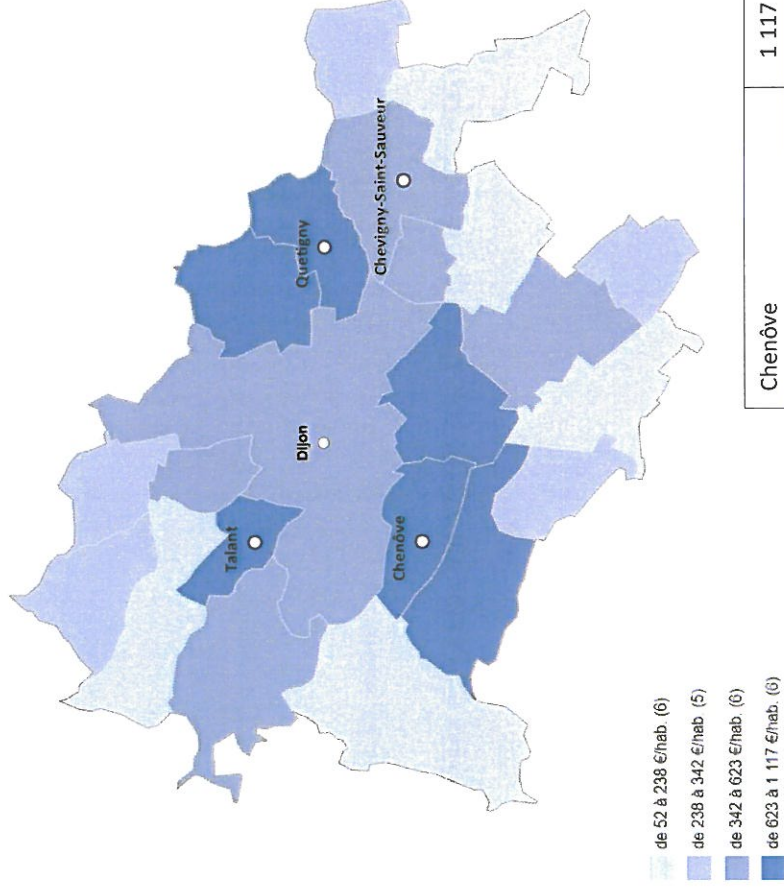
Les dépenses de fonctionnement 2024 (€/hab)



Données : DGFIP, IGN / Traitements : OFGL / Champ : Données consolidées des budgets principaux et des budgets annexes

Chenôve	1 716
Chevigny-Saint-Sauveur	1 038
Quetigny	1 330
Talant	1 110

Les dépenses de personnel 2024 (€/hab)

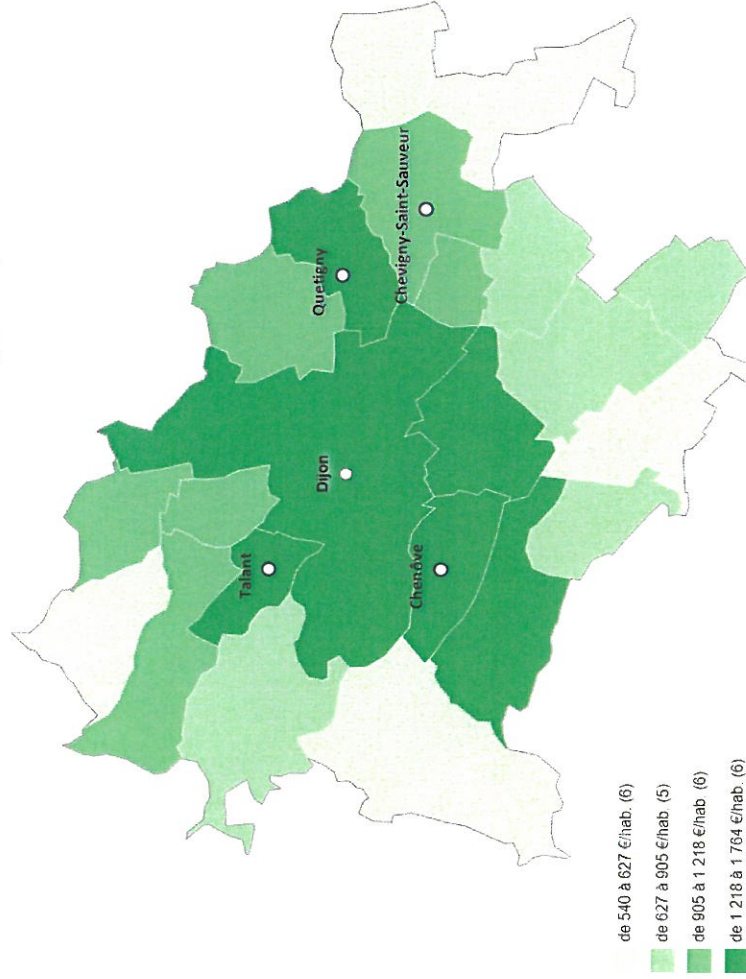


Données : DGFIP, IGN / Traitements : OFGL / Champ : Données consolidées des budgets principaux et des budgets annexes

Chenôve	1 117
Chevigny-Saint-Sauveur	617
Quetigny	960
Talant	696

2.2 Quelques données comparatives...

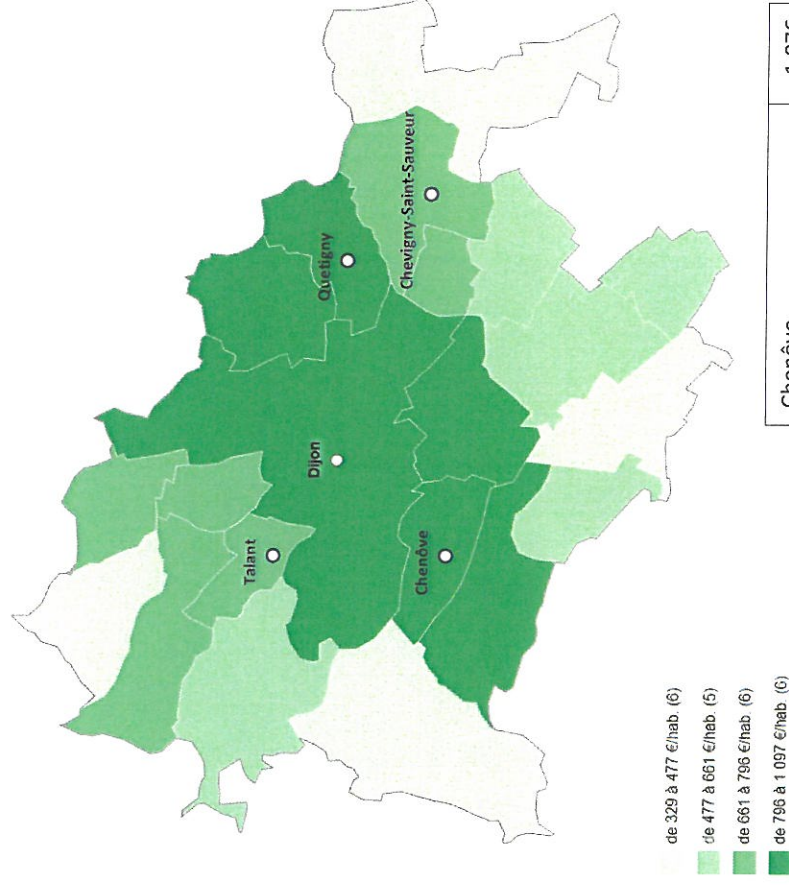
Les recettes de fonctionnement 2024 (€/hab)



Données : DGFIP / IGN / Traitements : OFGL / Champ : Données consolidées des budgets principaux et des budgets annexes

Chenôve	1 764
Cheigny-Saint-Sauveur	1 165
Quetigny	1 498
Talant	1 232

Les impôts locaux 2024 (€/hab)

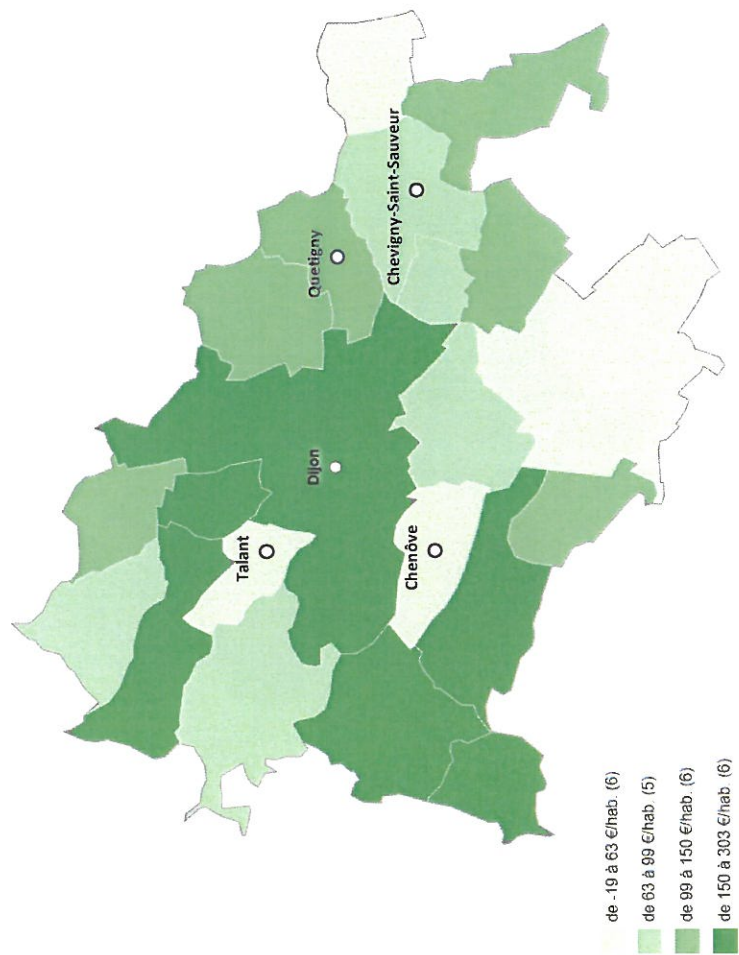


Données : DGFIP / IGN / Traitements : OFGL / Champ : Données consolidées des budgets principaux et des budgets annexes

Chenôve	1 076
Cheigny-Saint-Sauveur	756
Quetigny	1 097
Talant	788

2.2 Quelques données comparatives...

L'épargne nette 2024 (€/hab)

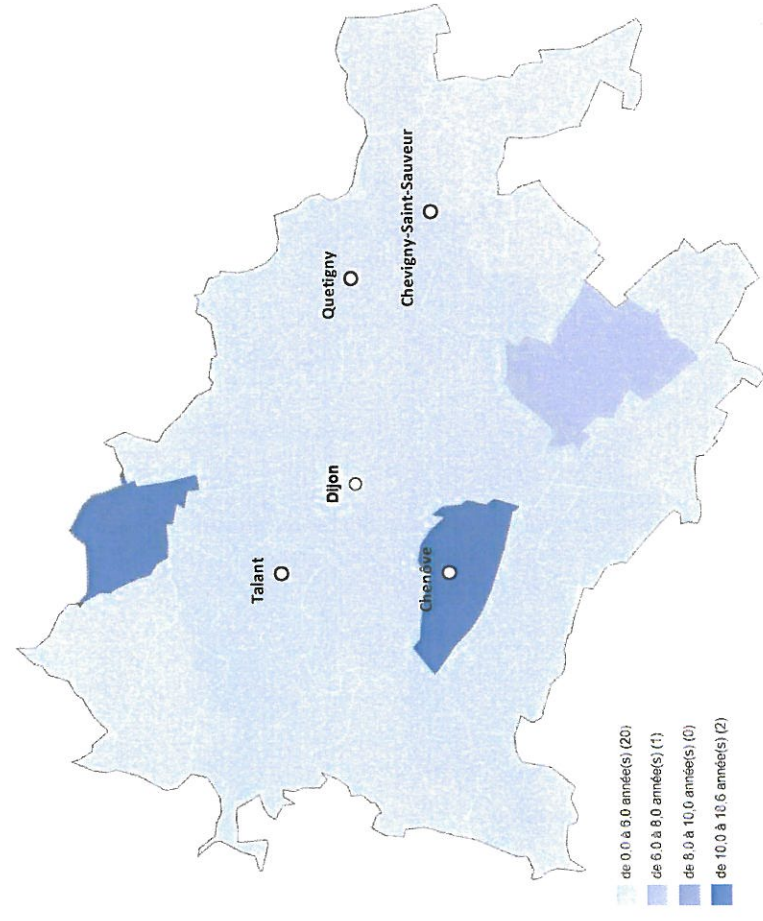


Chenôve	-19
Cheigny-Saint-Sauveur	78
Quetigny	137
Talant	62

Données : DGFIP IGN / Traitements : OFGL / Champ : Données consolidées des budgets principaux et des budgets annexes



La capacité de désendettement 2024 (années)



Chenôve	18,6
Cheigny-Saint-Sauveur	5,6
Quetigny	2,5
Talant	6,0

Remarques :
1 La capacité de désendettement correspond au rapport entre l'excédent de dette au 31 décembre et l'épargne brute. Si cette dernière est négative, la valeur du ratio est « non significative »
Données : DGFIP IGN / Traitements : OFGL / Champ : Données consolidées des budgets principaux et des budgets annexes

2.3 Les résultats financiers prévisionnels 2025

Les indicateurs de santé financière

- Le tableau ci-dessous retrace les évolutions de l'épargne brute et de l'épargne nette de la commune avec les indicateurs permettant de les calculer :

En €	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Prév. 2025
Recettes réelles de fonctionnement	10 819 498	10 358 971	11 203 244	12 012 142	13 179 490	13 245 000	13 363 868
Dépenses réelles de fonctionnement	9 446 169	8 707 988	9 417 979	10 767 024	11 133 224	11 798 256	11 762 855
Epargne/CAF brute	1 373 329	1 650 983	1 785 265	1 245 118	2 047 442	1 446 745	1 601 013
Remboursement du capital de la dette	763 985	755 531	664 895	575 280	527 324	560 575	615 092
Epargne/CAF nette	609 344	895 452	1 120 370	669 838	1 520 118	886 170	985 921
Taux d'épargne brute	12,69 %	15,94 %	15,94 %	10,37 %	15,54 %	10,92 %	11,98 %

Pour comprendre :

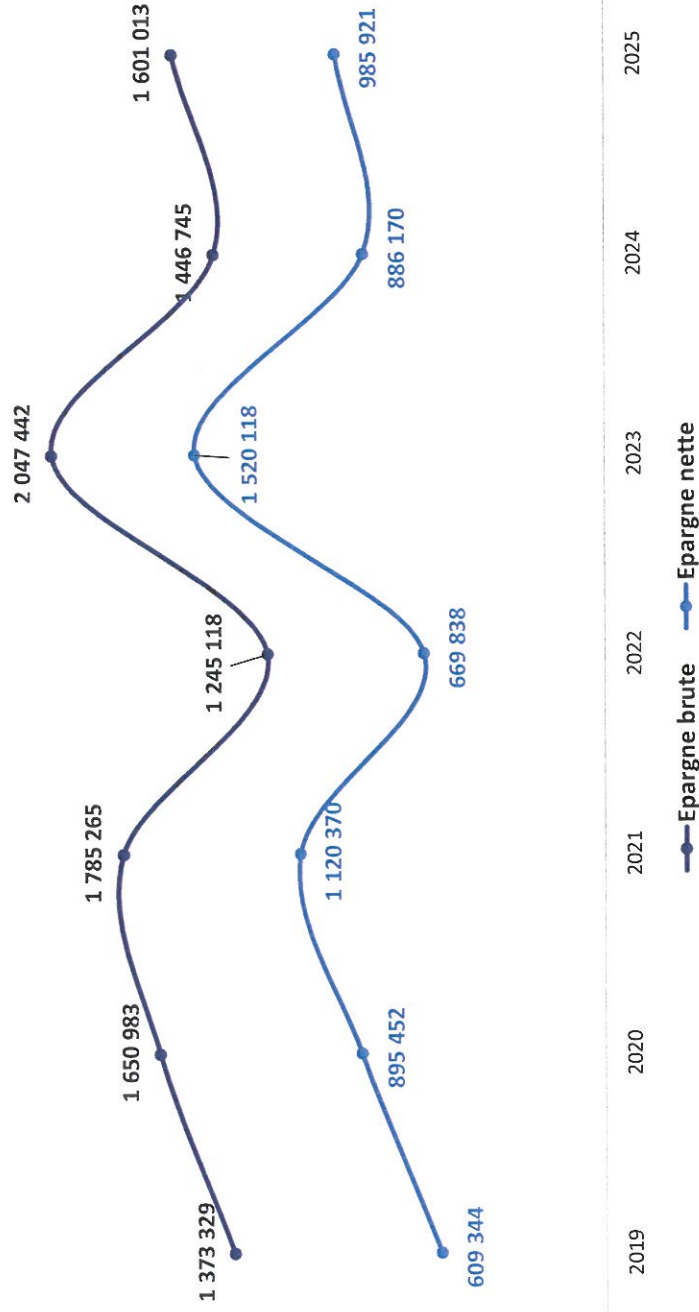
L'épargne brute ou capacité d'autofinancement brute correspond à l'excédent de la section de fonctionnement sur un exercice, c'est-à-dire la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle sert ainsi à financer :

- Le remboursement du capital de la dette de l'exercice (inscrit au compte 1641 des dépenses d'investissement) ;
- L'autofinancement des investissements ;

L'épargne nette ou capacité d'autofinancement nette représente le montant d'autofinancement réel de la commune sur un exercice. Celle-ci est composée de l'excédent de la section de fonctionnement (ou épargne brute) duquel a été retraité le montant des emprunts souscrits par la commune sur l'exercice.

2.3 Les résultats financiers prévisionnels 2025

L'évolution de l'épargne brute et de l'épargne nette (en €)



- La maîtrise de l'évolution des charges à caractère général et de la masse salariale (malgré la montée en puissance de la CNRACL notamment) permet à la Ville de préserver ses niveaux d'autofinancement.
- Le poids des annuités d'emprunts liés aux investissements réalisés est raisonnable, comme en atteste le niveau important de l'épargne nette.

2.3 Les résultats financiers prévisionnels 2025

Les indicateurs de solvabilité financière

- Le tableau ci-dessous retrace l'évolution de l'encours de dette, de l'épargne brute et de la capacité de désendettement :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Endettement au 31/12/N (en €)	5 952 540	7 212 987	6 600 941	6 780 730	6 253 406	7 094 333	10 479 241
Epargne brute (en €)	1 373 329	1 650 983	1 785 265	1 245 118	2 047 442	1 446 745	1 601 013
Capacité de désendettement (en années)	4,3	4,4	3,7	5,4	3,1	4,9	6,5

Pour comprendre :

La **capacité de désendettement** constitue le rapport entre l'encours de dette de la commune et son épargne brute. Elle représente le nombre d'années que mettrait la commune à rembourser sa dette si elle consacrait l'intégralité de son épargne brute dégagée sur sa section de fonctionnement à cet effet.

Le seuil d'alerte est fixé à 12 ans.

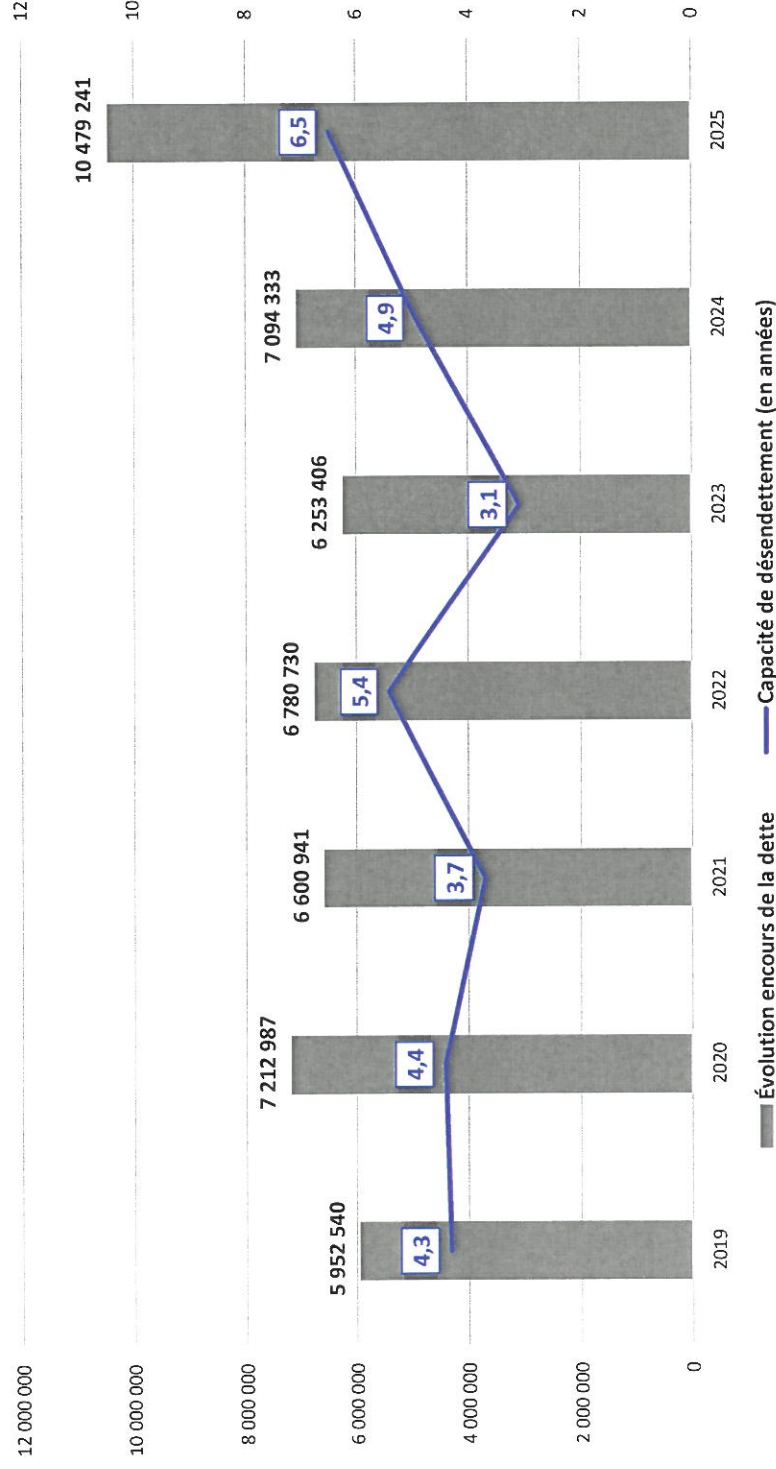
Niveau de la capacité de désendettement :



Capacité de désendettement de
Chevigny-Saint-Sauveur
à fin 2025

2.3 Les résultats financiers prévisionnels 2025

L'évolution de l'encours de dette (en €) et de la capacité de désendettement (en années) :

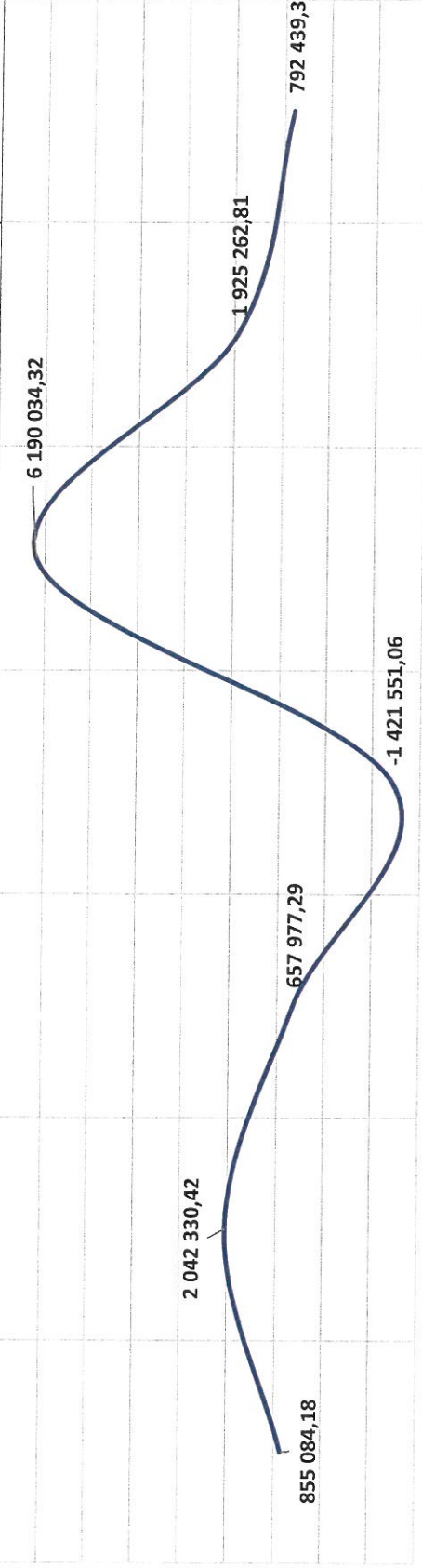


- L'augmentation de l'endettement entre 2024 et 2025 résulte des besoins de financement identifiés dans le cadre du programme de financement de l'Ecole maternelle et élémentaire de Buisson Rond.
- Cet endettement reste mesuré : la capacité de désendettement de la Ville (6,5 années) est inférieure au seuil d'alerte de 12 années.

2.3 Les résultats financiers prévisionnels 2025

Situation au 9 décembre 2025, hors reprise des résultats :

En €	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Prév. 2025
Fonctionnement	1 260 526,46	1 326 915,68	1 314 398,38	378 064,91	1 239 664,55	631 807,50	588 135,30
Investissement	593 048,86	1 361 279,36	- 1 991 201,46	- 3 904 947,43	2 834 331,55	- 357 814,98	- 1 676 067,34
Restes à réaliser dépenses	998 491,14	846 161,62	646 802,63	335 866,45	253 886,06	607 555,29	884 645,97
Restes à réaliser recettes	0,00	200 297,00	1 981 583,00	2 441 197,91	2 369 924,38	2 258 825,58	2 765 017,40
TOTAL	855 084,18	2 042 330,42	657 977,29	- 1 421 551,06	6 190 034,32	1 925 262,81	792 439,39

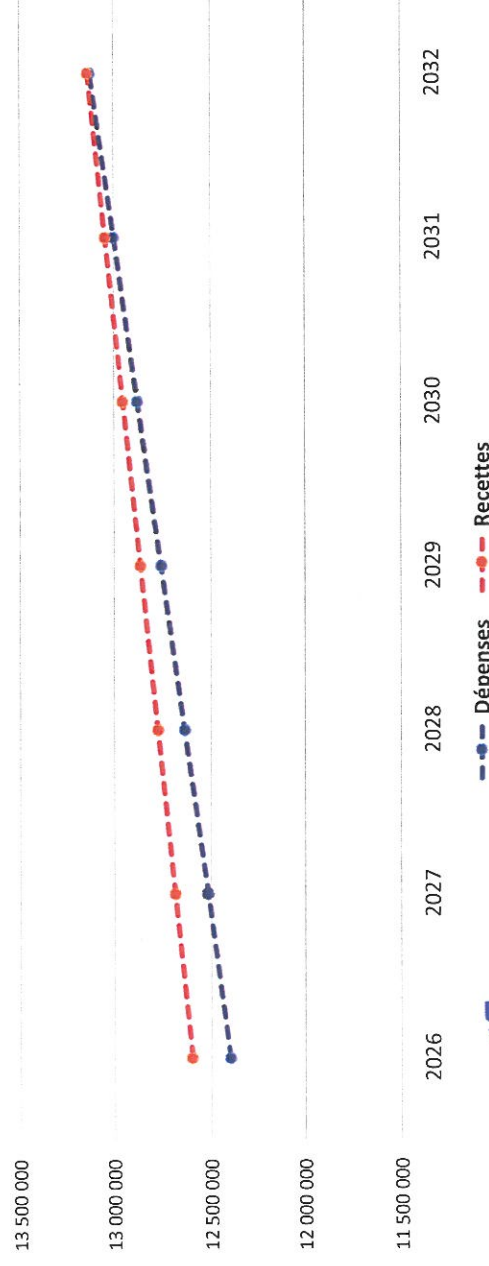


2.4 Les orientations pour 2026

Les objectifs poursuivis sont :

- Assurer l'efficience et l'efficacité des services publics dans un contexte financier de plus en plus contraint
- Maintenir une épargne brute conforme aux ratios de santé financière et constituant un levier les investissements
- Poursuivre les investissements prévus sur le mandat
- Etablir une projection d'endettement de la collectivité devant être en deçà de la capacité de désendettement de 12 ans, seuil critique pour les communes de même strate.

Approche prospective 2026-2032 :



- Compte tenu des évolutions constatées sur ce mandat et des contraintes exogènes (réduction du déficit public de l'Etat,...), la Ville continuera à améliorer l'efficience de l'action publique afin d'éviter « l'effet ciseaux » projetés sur les dépenses et recettes de fonctionnement
- Financièrement, l'objectif principal est de maintenir un niveau suffisant d'autofinancement pour continuer d'investir pour Chevigny et les chevignois.

2.4 Les orientations pour 2026

Les recettes de fonctionnement

Les principales recettes sont la taxe foncière, les reversements de fiscalité de Dijon Métropole (attribution de compensation et dotation de solidarité communautaire), les produits issus des services (périscolaire, extrascolaire, piscine,...), la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) et les subventions CAF.

- **La fiscalité locale** : taxes foncières (7.037,7 k€), taxe additionnelle aux droits de mutation (250 k€), l'accise sur l'électricité (200 k€) et la Taxe Locale sur les Publicités Extérieures (80 k€) ;
- **Les impôts et taxes** : attribution de compensation (996.192 €) et dotation de solidarité communautaire (708.326 €) ;
- **Les dotations** : la dotation forfaitaire (350 k€) et la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (210 k€) ;
- **Les subventions** majoritairement versées par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (CTG) (531,1 k€)
- **Les produits des services** (1.006,4 k€)
- **Les loyers** (110 k€)
- **Le FCTVA** (10 k€) sous réserve qu'il ne soit pas supprimé avec le PLF 2026...

2.4 Les orientations pour 2026

Les dépenses de fonctionnement

Les principales dépenses de fonctionnement de Chevigny-Saint-Sauveur sont les charges à caractère général, les charges de personnel, les subventions versées aux associations et les intérêts de la dette.

- **Les charges à caractère général** (chapitre 011) représentent les dépenses relatives à l'entretien des terrains, des biens meubles et immeubles, des réparations, des locations, des fluides, carburants, alimentation, assurances, impôts et prestations de services nécessaires au bon fonctionnement du service public. Elles évoluent faiblement sur la période grâce à la maîtrise des dépenses de fonctionnement (**3 837 k€**)
- **Une masse salariale (7 260 k€)** en hausse en raison des décisions gouvernementales, de la politique Ressources Humaines mise en œuvre afin d'améliorer le statut des agents (promotion interne, protection sociale, formation...) et suite à la reprise en régie de l'ALSH Ez Allouères.
- **Un maintien global du subventionnement aux associations et aux écoles (510,4 k€)** ainsi que le montant de la subvention allouée au CCAS (281 k€)
- **Des charges financières (intérêts de la dette)** à hauteur de 232 k€

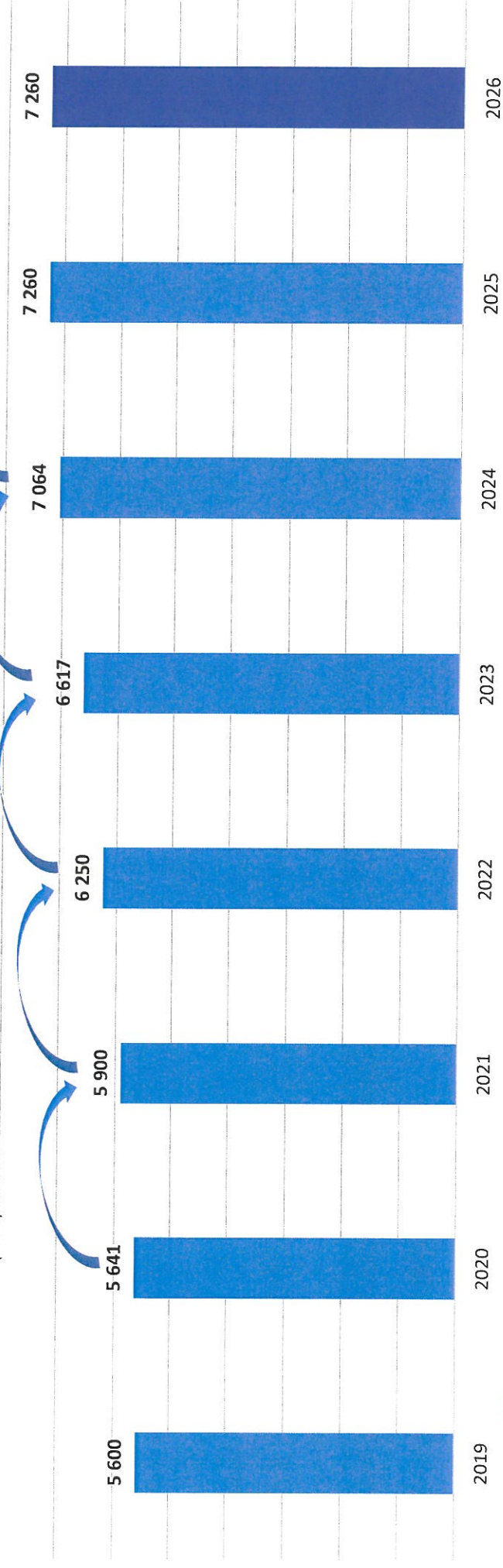
2.4 Les orientations pour 2026

La masse salariale (012) (en K€)

- Promotion interne
- Création du poste de chargé de mission QVT et de directeur de la commande publique (cat.A)
- Promotion interne
- Arrivée de trois cadres A, un cadre B et un cadre C
- 6 mois de paie de l'ancienne DGS
- Promotion interne
- Arrivée de trois cadres A, un cadre B et un cadre C
- 6 mois de paie de l'ancienne DGS
- Promotion interne
- Reprise en régie de la DSP du centre de loisirs
- Hausse de la CNRACL
- Promotion interne
- Création du poste de Directrice Famille & Parentalité

Pour 2026 :

- Objectif de maîtrise de l'évolution de la masse salariale dans un contexte de montée en puissance de la CNRACL...
- Possibilité de reprise en régie d'une partie de l'entretien des locaux



2.4 Les orientations pour 2026

La continuité des projets structurants

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
Extension des halles Coubertin	568 336 €	1 021 057 €	210 968 €	7 415 €			1 812 193 €
Rénovation de l'école du Buisson Rond	720 €	127 730 €	435 016 €	1 231 341 €	4 318 388 €	4 886 805 €	11 000 000 €
Terrain synthétique de football	3 564 €	1 388 116 €	31 911 €				1 423 591 €
Rénovation thermique Ez Allouères	94 685 €	1 503 871 €	1 016 979 €	37 213 €	10 407 €		2 663 155 €
Rénovation du polygone + tribunes (prochain mandat)				20 475 €			20 475 €
Accueil Mairie				75 439 €	600 000 €	485 000 €	1 160 439 €
Relamping / Plan LEDS				52 202 €	385 693 €	155 000 €	592 895 €
Skate park					287 328 €		287 328 €
Vestiaires MAS						2 000 000 €	2 000 000 €
Total charges projets structurants	667 305 €	4 040 773 €	1 694 874 €	1 424 085 €	5 601 817 €	7 526 805 €	20 960 076 €

A cela s'ajoute les investissements récurrents de la Ville

- Voirie communale : 300 000 €
- L'entretien des bâtiments : 130 000 €
- Le parc automobile : 60 000 €
- Les projets ponctuels : 300 000 €

2.4 Les orientations pour 2026

Détail des dépenses d'investissement 2026 (en K€) :

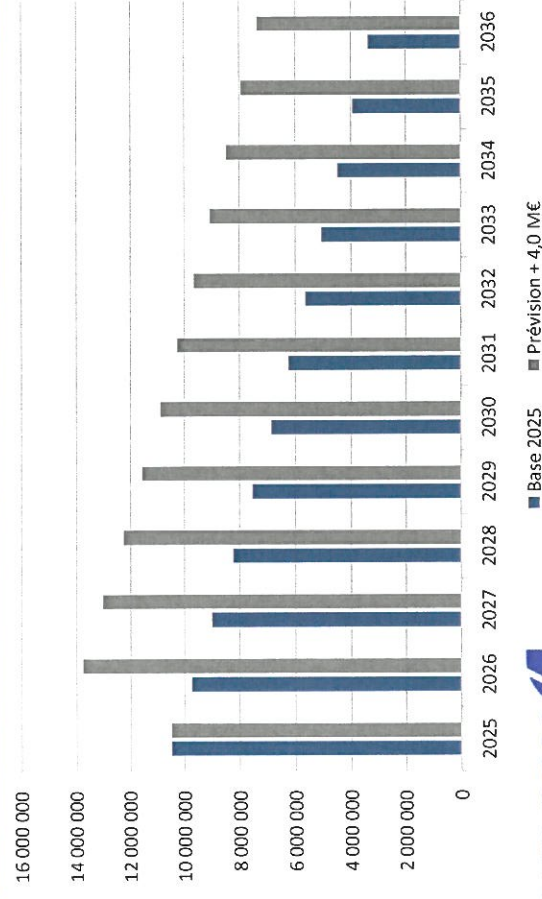
Logiciels	15
Etudes	10
Plantation d'arbres	15
Marché MGPE Dalkia => l'objectif du marché est d'améliorer la performance énergétique relative aux consommations de chauffage de chacun des bâtiments de la Ville sur une durée de 8 ans	172
Entretien des bâtiments	130
Relamping phase 3 => Coubertin + Iris + Ecole Buisson Rond	155
Travaux voirie (dont rond-point centre ville)	300
Travaux Ecole Buisson Rond (élémentaire) hors subventions (1 000 K€)	5 000
Vestiaires MAS (MOE + travaux)	2 000
Caméras	50
Mobilier Buisson Rond	50
Reste à réaliser (RAR) dont accueil de la mairie	484

2.4 Les orientations pour 2026

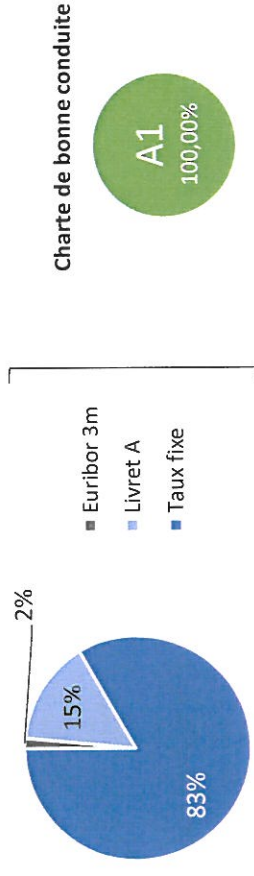
Focus sur l'endettement au 31/12/2025 :

- Nombre de prêts : **12**
- Durée de vie résiduelle : **20 ans et 6 mois**
- Durée de vie résiduelle moyenne : **15 ans et 11 mois**
- Taux d'intérêt moyen : **2,40 % (taux fixe à 15 ans : 2,39%)**
- Annuité 2025 : **821 177 €**
- Dette par habitant : **962 €/hab**
- Capacité de désendettement : **6,5 années**

Endettement (€)



Type de taux

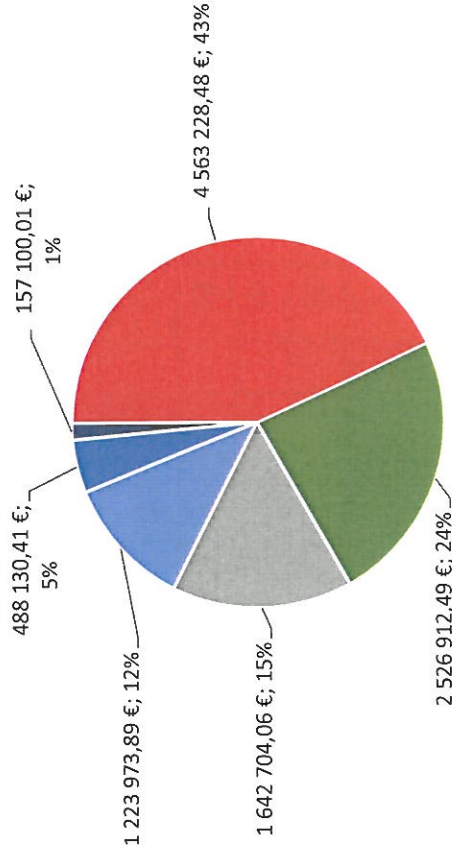


Charte de bonne conduite

A1

100,00%

Répartition de la dette par prêteur



- Caisse d'Epargne Bourgogne Franche-Comté
- Société de Financement Local
- Crédit Mutuel de Quétigny
- Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne
- Crédit Mutuel de Strasbourg
- Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté

2.4 Les orientations pour 2026

Détail des recettes d'investissement attendues pour 2026

PAE Allée des Poètes	171.810,98 €
Subvention Buisson ROND – Département	400.000,00 €
Subvention Buisson ROND – Fonds Vert	1.029.614,60 €
Subvention Buisson ROND – CNAF	300.000,00 €
Subvention Buisson ROND – FEDER	1.169.823,11 €
Subvention Buisson ROND – REGION (Effilogis)	192.000,00 €
Subvention Skate Park – Département	75.400,00 €
Subvention Caméras – Département	25.000,00 €
Subvention Accueil Mairie – Département	334.826,32 €
Subvention Accueil Mairie – DETR	236.365,50 €
FCTVA	500.000,00 €
TOTAL	3.265.017,40 €

3.

Les données RH à fin 2025

3. Les données RH à fin 2025

Les objectifs RH poursuivis sont :

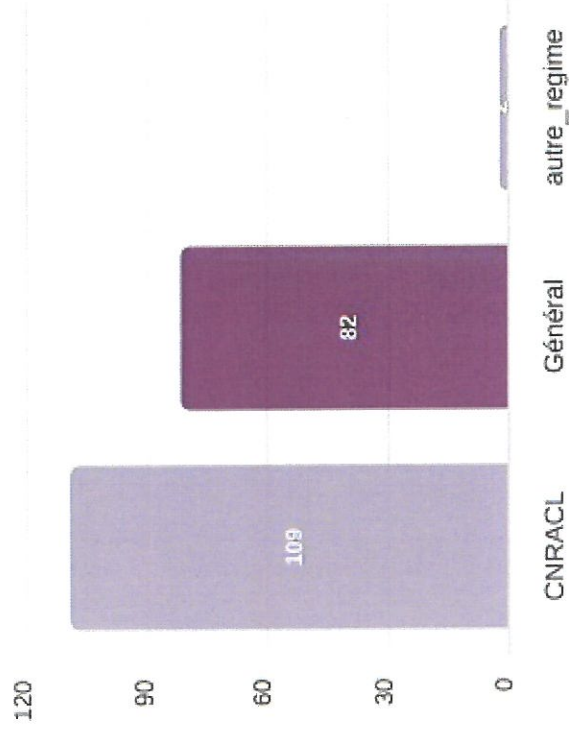
- Favoriser la promotion interne ;
- Améliorer le dispositif de protection sociale ;
- Encourager la formation (115 K€ en 2025) des agents (et s'assurer de l'efficacité des formations réalisées) ;
- Relancer la politique « QVT » sous un angle nouveau ;
- Favoriser l'insertion professionnelle et la formation des jeunes ;
- Continuer le dispositif de la semaine de 4,5 jours tout en y instaurant de la souplesse ;
- Viser une politique de rémunération équitable entre agents ;
- Récompenser l'engagement et l'investissement des agents sur la base d'objectifs clairement définis ;
- ...

Nombre d'agents

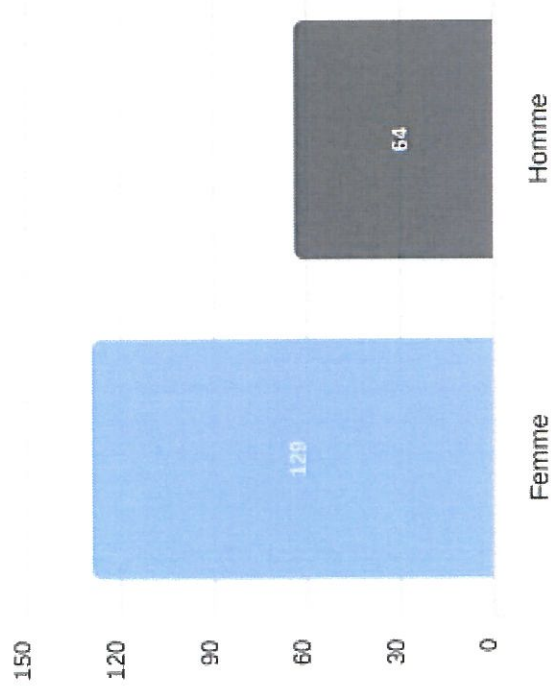
	2022/12	2023/12	2024/12	2025/10	Variation	% / an
Temporaire	69	62	66	61	-8	-4.02 %
Permanent	127	133	135	135	+8	2.06 %
Total	196	195	201	196	-	-

3. Les données RH à fin 2025

Nombre d'agents par régime

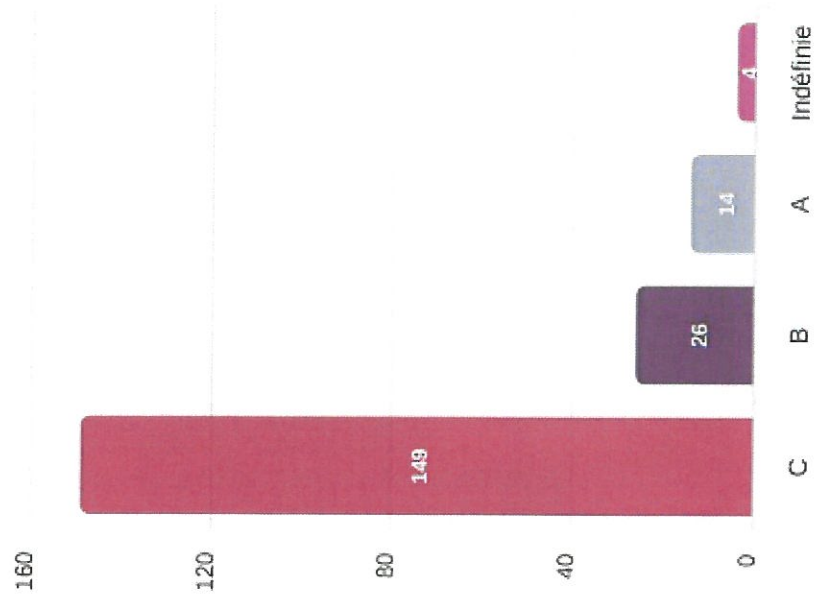


Nombre d'agents par sexe

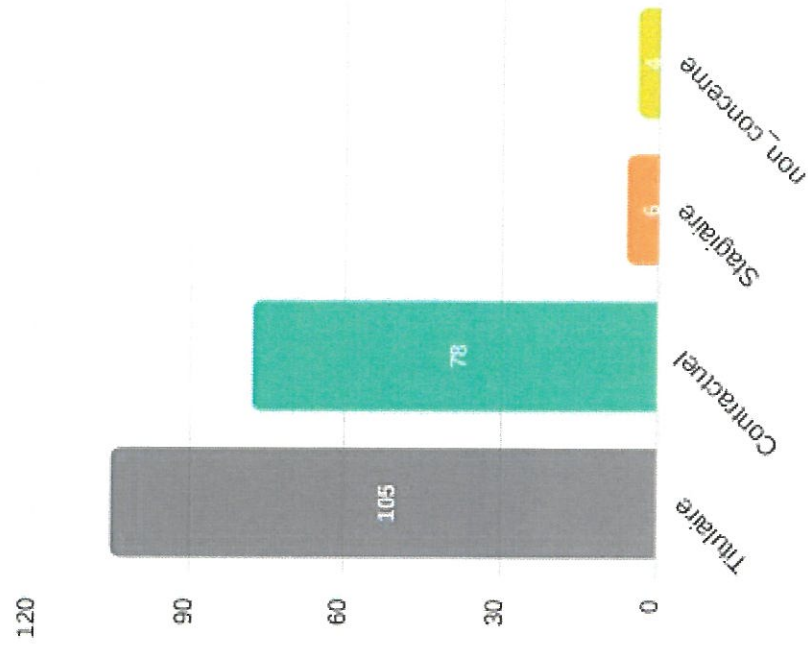


3. Les données RH à fin 2025

Nombre d'agents par catégorie

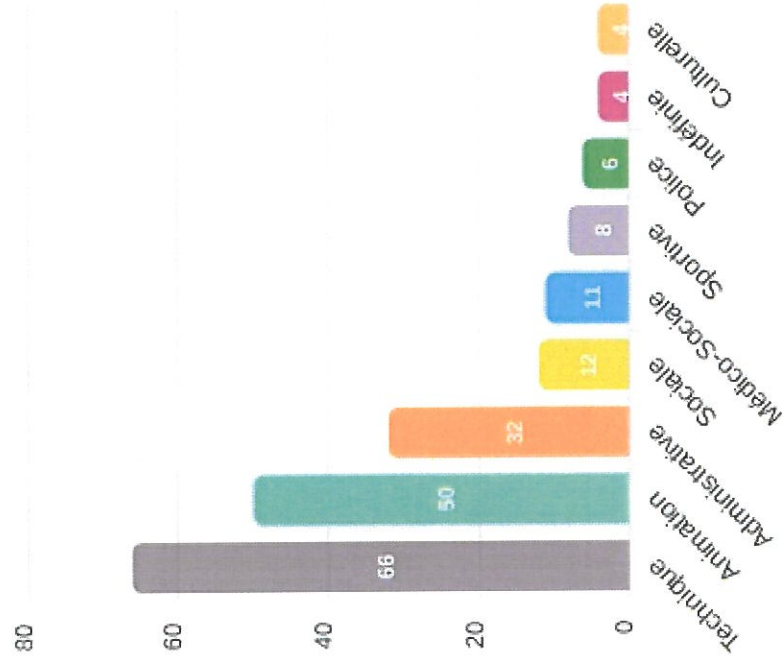


Nombre d'agents par statut

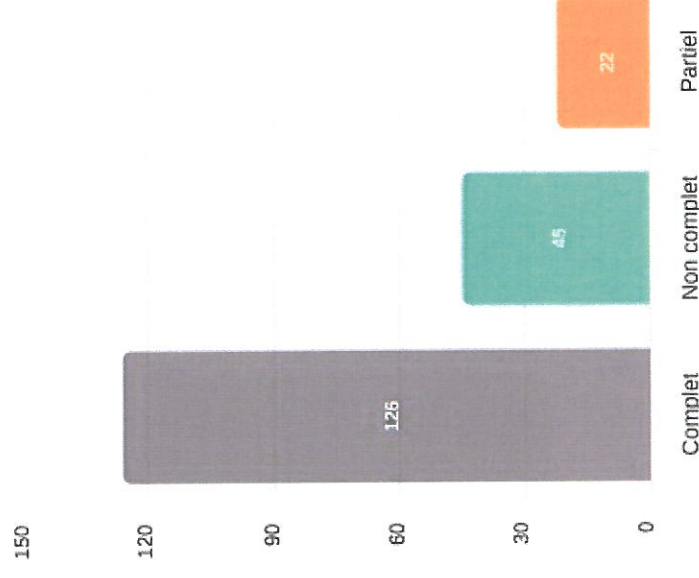


3. Les données RH à fin 2025

Nombre d'agents par catégorie



Nombre d'agents par type de temps de travail

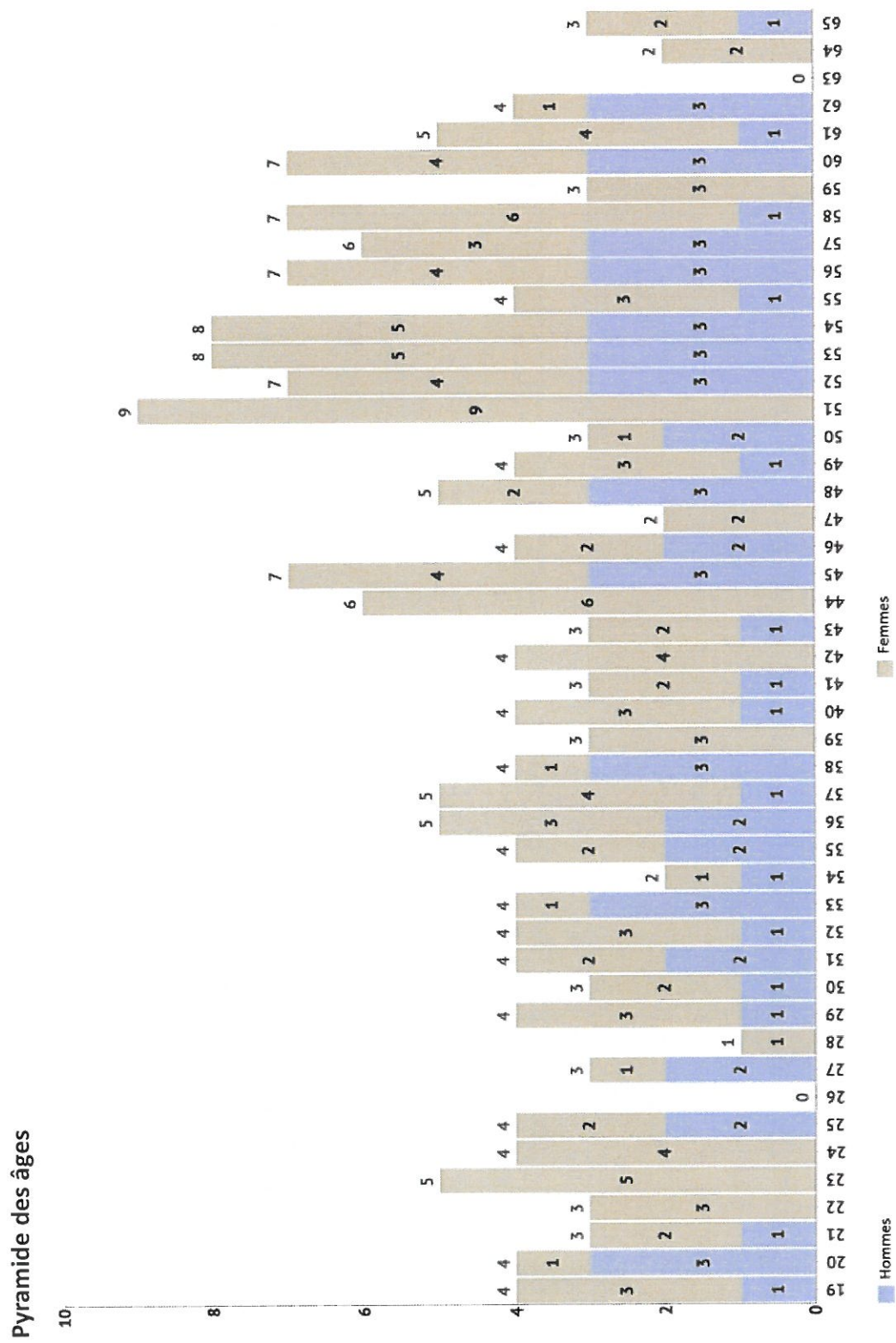


3. Les données RH à fin 2025

Nombre
d'agents par
service



3. Les données RH à fin 2025



Lexique

Lexique

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée délibérante d'affecter en réserves ou de reporter un éventuel reliquat de l'excédent cumulé de la section de fonctionnement hors restes à réaliser (c'est-à-dire le résultat excédentaire de la section de fonctionnement dégagé au titre de l'exercice clos, cumulé avec le résultat antérieur reporté), après couverture du besoin de financement de la section d'investissement

Amortissement

L'amortissement des immobilisations comptabilise la dépréciation des investissements réalisés par la collectivité. C'est un procédé comptable permettant de constituer un autofinancement nécessaire au renouvellement des immobilisations. Les biens amortissables et les durées d'amortissement peuvent être précisés ou le règlement budgétaire et financier renvoie à la délibération relative au mode et à la durée d'amortissement.

Annexes budgétaires

Informations et documents devant figurer ou être joints au budget ou au compte administratif selon les modèles

Annuités de la dette

Somme du montant des intérêts et du remboursement en capital des emprunts, à échoir (budget) ou échus (compte administratif) au cours d'un exercice.

Le remboursement annuel de la dette en capital entre dans le calcul d'un ratio réglementaire (dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement).

Article

Division d'un chapitre budgétaire

Besoin ou excédent de financement de la section d'investissement

Le besoin ou l'excédent de financement de la section d'investissement constaté à la clôture de l'exercice est constitué du solde d'exécution de la section corrigé des restes à réaliser.

Lexique

Budget

Acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses d'un organisme public. Le budget d'une collectivité territoriale est divisé en sections. Chaque section est divisée en chapitres. Chaque chapitre est divisé en articles. La première décision budgétaire de l'exercice est dénommée "budget primitif". Le budget peut être modifié par une ou plusieurs "décisions modificatives". La décision modificative qui comporte les reports de crédits et la reprise des résultats est dénommée "budget supplémentaire".

Budget principal

Budget comportant les dépenses et les recettes d'une collectivité locale sans celles des budgets annexes et des budgets rattachés

Capacité d'autofinancement brute (ou épargne brute)

Différence entre les recettes réelles de fonctionnement (ce qui a été réellement encaissé ou perçu) et les dépenses réelles de fonctionnement (ce qui a été réellement décaissé ou payé). L'épargne brute tient compte du paiement des intérêts des prêts. Il s'agit d'un indicateur d'analyse financière

Capacité d'autofinancement nette (ou épargne nette)

Différence entre la capacité d'autofinancement brute et le remboursement du capital des prêts
Il s'agit d'un indicateur d'analyse financière

Capacité de désendettement

Ratio de solvabilité financière, la capacité de désendettement mesure le nombre d'années qu'il faut à une collectivité pour rembourser son encours de dette en y affectant la totalité de sa capacité d'autofinancement brute.

Chapitre

Division du budget d'un organisme public constituant, le plus souvent, le niveau de contrôle de la disponibilité des crédits budgétaires.

Lexique

Charges à caractère général	Les charges à caractère général correspondent à l'ensemble des dépenses qui, hors rémunération des personnels, permettent d'assurer le fonctionnement quotidien des services de la collectivité. On retrouve ces dépenses regroupées au sein du chapitre globalisé 011 des instructions comptables. Il va s'agir, par exemple, des achats de produits d'entretien, des dépenses d'énergie, d'eau ou encore de fournitures de bureau etc ...
Charges de gestion courante	Ces charges comprennent principalement les indemnités dues aux élus, les subventions obligatoires, les subventions aux associations,...
Crédit budgétaire	Autorisation d'engager et de mandater une dépense donnée à un ordonnateur. Lorsque des autorisations de programme ou d'engagement ont été votées, le budget ne comporte que l'autorisation de mandater. Plus généralement, toute somme inscrite au budget, en recettes ou en dépenses.
Dépenses imprévues	Crédits budgétaires, inscrits tant en section d'investissement qu'en section de fonctionnement, ne pouvant être employés par l'ordonnateur qu'après avoir fait l'objet d'un virement à l'un des chapitres réels de la section et pour faire face à des dépenses en vue desquelles aucune dotation n'est inscrite.
Dépenses obligatoires	Dépenses devant obligatoirement être inscrites au budget d'une collectivité publique et pouvant, de ce fait, faire l'objet d'une inscription ou d'un mandatement d'office. D'après l'article L. 1612-15 du CGCT, ne sont obligatoires pour les collectivités territoriales que les dépenses nécessaires à l'acquittement des dettes exigibles et les dépenses pour lesquelles la loi l'a expressément décidé.
Dépenses réelles de fonctionnement	Dépenses de la section de fonctionnement de l'exercice budgétaire entraînant des mouvements réels, entrant dans le calcul de divers ratios réglementaires.

Lexique

Dotation globale Fonctionnement (DGF)	de	Ensemble des dotations versées par l'Etat en recettes de fonctionnement : dotation forfaitaire, dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSUCS), dotation de solidarité rurale (DSR), dotation nationale de péréquation (DNP)
Encours de la dette (ou stock de dette)		Cumul du capital restant dû des emprunts et dettes à long et moyen terme, entrant dans le calcul d'un ratio réglementaire (encours de la dette/population).
Equilibre budgétaire		Selon la définition donnée par l'article L. 1612-4 du Code général des collectivités territoriales, "Le budget de la collectivité territoriale est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice".
Epargne brute		Voir Capacité d'autofinancement brute
Epargne nette		Voir Capacité d'autofinancement nette
Fonds de roulement		Somme algébrique des résultats cumulés des deux sections budgétaires hors restes à réaliser
Fonds de roulement global	net	Différence entre ressources stables (capitaux propres, amortissements et provisions, dettes financières) et emplois durables (immobilisations brutes).

Lexique

Immobilisations

Actifs destinés à rester durablement (i.e. au-delà de la fin de l'exercice) dans le patrimoine de l'entité. On distingue :

- les immobilisations corporelles (biens meubles et immeubles) ;
- les immobilisations incorporelles (frais d'établissement, frais de recherche et de développement, concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires, droit au bail, fonds commercial, subventions d'équipement versées pour les collectivités territoriales) ;
- les immobilisations financières (participations et créances rattachées à des participations, titres, prêts accordés, dépôts et cautionnements versés, créances à long terme)

Mise à disposition

Transfert obligatoire d'un bien nécessaire à l'exercice d'une compétence elle-même transférée à un établissement public de coopération intercommunale. La collectivité conserve la propriété du bien sans espoir de retour (sauf changement de législation).

Opérations d'ordre

Par opposition aux opérations dites réelles, opérations insusceptibles d'entraîner un encaissement ou un décaissement.

Opérations d'ordre budgétaires

Opérations d'ordre faisant jouer deux comptes budgétaires, l'un en dépenses l'autre en recettes, appartenant ou non à la même section du budget.

Opérations d'ordre non budgétaires

Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement du budget, constatées par le comptable au vu des informations communiquées par l'ordonnateur.

Lexique

Opérations d'ordre semi-budgétaires	Opérations d'ordre faisant jouer un seul compte budgétaire en dépenses ou en recettes, se distinguant des opérations purement budgétaires par le fait qu'il s'agit d'opérations d'ordre et non pas réelles.
Opérations patrimoniales	Opérations d'ordre restant budgétaires à l'intérieur de la section d'investissement.
Opérations pour le compte de tiers	Opérations d'investissements réalisés par une collectivité publique pour le compte de tiers, dans certains cas juridiquement encadrés.
Ordonnateur	Personne chargée de prescrire l'exécution des recettes et des dépenses d'un organisme public (le maire s'agissant de la commune)
Potentiel fiscal	Le potentiel fiscal d'une commune est égal à la somme que produiraient les quatre taxes directes de cette collectivité si l'on appliquait aux bases communales de ces quatre taxes le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes.
Potentiel financier	Plus large que la notion de potentiel fiscal prend en compte non seulement les ressources fiscales mais aussi certaines dotations versées automatiquement par l'Etat.
Principes budgétaires	<p>Principes dégagés par la doctrine, supposés devoir être respectés lors de l'élaboration d'un budget. Il s'agit des principes suivants :</p> <p>1° Unité : l'ensemble des dépenses et des recettes doit apparaître dans un document unique.</p> <p>2° Universalité : l'ensemble des recettes doit servir à couvrir l'ensemble des dépenses. Pour ce faire, deux règles doivent, en fait, être respectées : a) la non-affectation d'une recette particulière à une dépense particulière ; b) la non-contraction entre les recettes et les dépenses inscrites au budget.</p> <p>3° Annualité : les dépenses et les recettes ne valent que pour une année (calendaire).</p> <p>4° Spécialité : les dépenses et les recettes ne sont autorisées que pour un objet particulier</p> <p>5° Équilibre : le principe impose que les dépenses soient inférieures ou égales aux recettes.</p>

Provisions

Pour un actif, synonyme, en comptabilité des collectivités territoriales, de dépréciations. Passif constitué en contrepartie d'une charge calculée, volontairement ou par obligation réglementaire (provisions dites réglementées), pour faire face à une charge ou un risque futurs. La provision doit être reprise en produit lorsque la charge a été constatée ou que le risque a disparu.

Rattachement

La procédure de rattachement ne concerne que la section de fonctionnement. Cette procédure vise à faire apparaître dans le résultat d'un exercice donné toutes les charges à payer et les produits à recevoir qui s'y rapportent et qui n'ont pas été comptabilisés pour des raisons diverses au cours de cet exercice.

Ratios réglementaires

Données synthétiques sur la situation financière des collectivités territoriales devant figurer au budget et au compte administratif, selon les dernières informations connues avant l'établissement des documents budgétaires. Ainsi, les données résultant du dernier compte administratif voté à la date de la présentation du budget primitif doivent y être reportées.

Recettes réelles de fonctionnement

Recettes de la section de fonctionnement de l'exercice budgétaire entraînant des mouvements réels, entrant dans le calcul de divers ratios réglementaires.

Reprise des résultats

Inscription des résultats au budget de l'exercice suivant dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice.

Pour les collectivités territoriales, les résultats, hors restes à réaliser qui sont repris par reports (voir Reports de crédits), sont repris sur des lignes budgétaires particulières et la reprise peut, dans certaines conditions, intervenir par anticipation après la fin de la journée complémentaire et avant l'arrêté du compte administratif.

Le résultat de la section d'investissement est toujours repris pour le montant arrêté au compte administratif, alors que le résultat de fonctionnement n'est repris, s'il s'agit d'un excédent, que pour la partie qui n'est pas affectée à la section d'investissement, en réserves ou pour couvrir le besoin de financement de cette section.

Lexique

Restes à réaliser

Les restes à réaliser de la section d'investissement arrêtés à la clôture de l'exercice correspondent aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement arrêtés à la clôture de l'exercice correspondent aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées ainsi qu'aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées. Ils sont reportés au budget de l'exercice suivant.

Résultat de la section de fonctionnement

Le résultat de la section de fonctionnement correspond à l'excédent ou au déficit de l'exercice. Pour son affectation, il est cumulé avec le résultat antérieur reporté à l'exclusion des restes à réaliser.

Résultat des sections budgétaires

Le résultat de l'exercice correspond à la différence entre les titres et les mandats d'une section budgétaire. Il s'agit d'un excédent si la différence est positive, d'un déficit sinon.

Le résultat cumulé s'obtient en ajoutant au résultat de l'exercice le résultat antérieur reporté et la somme algébrique des restes à réaliser.

La somme algébrique des résultats cumulés des deux sections hors restes à réaliser correspond au fonds de roulement.

Sections budgétaires

Division première du budget d'une collectivité locale entre dépenses et recettes correspondant aux opérations courantes de gestion (section de fonctionnement) et dépenses et recettes relatives aux opérations qui se traduisent par une modification de la consistance ou de la valeur du patrimoine de la collectivité ou d'un tiers bénéficiant d'une subvention (section d'investissement).

Travaux en régie

Immobilisations réalisées par un organisme public par ses propres moyens et pour lui-même

Virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement

Résultat prévisionnel de la section de fonctionnement figurant, sous la forme d'un chapitre ne comportant pas d'article et ne donnant pas lieu à réalisation, en dépenses de cette section et comme recette de la section d'investissement.